

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 33.979/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.979/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative à l'internement des délinquants atteints d'un trouble mental", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 14 et 21 octobre, 18 et 25 novembre 2002, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 juli 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de internering van delinquenten met een geestesstoornis", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 14 en 21 oktober, 18 en 25 november 2002, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Formalités préalables

L'avant-projet de loi comprend certaines dispositions dont notamment les articles 4, § 1^{er}, alinéa 3, 14, § 1^{er}, et 36 qui engendrent des dépenses pour l'Etat fédéral. Conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, un tel avant-projet de loi doit être soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget. Par ailleurs, en vertu de l'article 14 du même arrêté royal, l'avis de l'inspecteur des finances est également requis.

L'avis de l'inspecteur des finances a été communiqué au Conseil d'Etat le 19 septembre 2002. L'accord du Ministre du Budget est parvenu le 26 septembre 2002.

Observations générales

1. L'avant-projet de loi est accompagné d'un exposé des motifs qui, pour plusieurs dispositions du projet, renvoie à l'exposé des motifs du projet élaboré (avril 2001) par Monsieur Oscar Vandemeulebroeke, Avocat général émérite et Vice-Président de la Commission Internement ⁽¹⁾.

Or, sur certains points, l'avant-projet de loi s'écarte des options retenues dans le texte de Monsieur Vandemeulebroeke de sorte que certains commentaires ne sont plus en adéquation avec les dispositions de l'avant-projet de loi examiné, ce qui n'en facilite pas la lecture et la compréhension.

Il conviendrait de doter l'avant-projet de loi à l'examen d'un exposé des motifs indiquant clairement la portée de chaque disposition.

2. Il convient de s'interroger sur le statut des délinquants atteints de troubles mentaux en tant que personnes malades. En effet, la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient a consacré les droits de ce dernier. Ces droits sont-ils également reconnus aux délinquants atteints de maladie mentale qui font l'objet de traitements médicaux imposés ?

⁽¹⁾ Cette commission a été mise en place par Monsieur Stefaan De Clerck, Ministre de la Justice, le 23 septembre 1996 et consacrée par un arrêté royal du 22 janvier 1998.

Ainsi, l'article 2, 1^o, de la loi du 22 août 2002, précitée, définit le "patient" comme étant la personne physique à qui des soins de santé sont dispensés, à sa demande ou non; l'article 3, § 1^{er}, indique que "la présente loi s'applique aux rapports juridiques de droit privé et de droit public dans le domaine des soins de santé dispensés par un praticien professionnel à un patient".

Ces textes ne semblent pas exclure du champ d'application de la loi les délinquants atteints de troubles mentaux et faisant l'objet d'un suivi médical.

La question se pose de savoir si certains droits consacrés par la loi du 22 août 2002, précitée, pourraient être invoqués par les délinquants atteints de troubles mentaux ou par leurs représentants, comme par exemple le droit à des prestations de qualité répondant aux besoins du patient, données dans le respect de sa dignité humaine et de son autonomie sans qu'une distinction d'aucune sorte ne soit faite (article 5 de la loi), le droit au libre choix du praticien professionnel (article 6 de la loi), le droit de recevoir du praticien professionnel toutes les informations qui le concernent et qui lui sont nécessaires pour comprendre son état de santé (article 7 de la loi), le droit de consentir librement à toute intervention du praticien professionnel moyennant information préalable ainsi que le droit de refuser ou de retirer son consentement pour une intervention (article 8 de la loi), le droit de consulter son dossier, ce droit pouvant être exercé par une personne de confiance désignée par le patient (article 9 de la loi), ainsi que le droit d'introduire une plainte concernant l'exercice de ces différents droits auprès de la fonction de médiation compétente (article 11 de la loi).

Quelques dispositions de la loi du 22 août 2002, précitée, concernent le majeur soumis au statut de la minorité prolongée ou qui est interdit (article 13 de la loi) ou encore le majeur qui n'est pas en mesure d'exercer lui-même ces différents droits et qui a désigné un mandataire à cet effet (article 14 de la loi).

Dans un souci de sécurité juridique, il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'indiquer clairement les dispositions de la loi du 22 août 2002, précitée, qui sont ou non applicables aux délinquants atteints de troubles mentaux.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Selon cette disposition, l'avant-projet de loi "règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution".

Comme l'a rappelé le Conseil d'Etat à diverses reprises non seulement l'"organisation", mais aussi la "compétence" des cours et tribunaux ainsi que des juridictions administratives sont des matières intégralement bicamérales ⁽²⁾.

L'avant-projet examiné comprend de nombreuses dispositions qui concernent tantôt les compétences des cours et tribunaux tantôt celles des commissions de libération conditionnelle des condamnés et du suivi des internés qui sont des juridictions administratives. De telles dispositions relèvent de la procédure parlementaire visée à l'article 77 de la Constitution.

La qualification de l'avant-projet examiné doit, en conséquence, être fondamentalement revue.

Article 2

1. L'avant-projet utilise la notion de "réinsertion". Comme en a convenu la déléguée du ministre, il convient d'utiliser le terme de "réintégration" auquel se réfère du reste le texte de Monsieur Vandemeulebroeke et qui est utilisé dans la version néerlandaise de l'avant-projet.

⁽²⁾ Voyez en ce sens les avis 24.111/AG et 24.594/AG, donnés le 10 octobre 1995, sur les avant-projets de loi devenus la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, ainsi que l'avis 25.877/2, donné le 12 février 1997, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964.

2. La définition de l'internement fait référence à la notion de "soins". Il ressort toutefois des explications de la déléguée du ministre que la notion est trop restrictive et qu'il s'agit en réalité de fournir aux internés un "traitement" approprié à leur état mental et physique.

De l'accord de la déléguée du ministre, les termes "les soins" doivent être remplacés par ceux de "le traitement".

Article 3

1. La terminologie utilisée dans cette disposition de l'avant-projet diffère de celle de l'article 3 du projet élaboré par Monsieur Vandemeulebroeke.

Il est par exemple question d'un trouble mental du délinquant "qui a annihilé ou gravement altéré sa capacité de jugement ou de contrôle de ses actes" alors que dans le projet de Monsieur Vandemeulebroeke, il s'agit d'un trouble mental "qui a aboli ou gravement altéré sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actions".

Interrogée sur la portée de ces changements terminologiques, la déléguée du ministre a expliqué qu'il s'agit d'un problème de traduction ⁽³⁾ et qu'il convient de se référer au texte de Monsieur Vandemeulebroeke.

Le texte en projet sera adapté en ce sens.

2. L'avant-projet de loi fait référence à une "expertise psychiatrique, collégiale ou non, pluridisciplinaire ou résidentielle" sans préciser la signification de ces différents termes.

⁽³⁾ La déléguée du ministre a en effet précisé que les adaptations ont été apportées dans la version traduite en néerlandais du texte élaboré par M. Vandemeulebroeke, qui a ensuite été retraduite en français.

Comme l'a expliqué la déléguée du ministre, une "expertise psychiatrique résidentielle" est celle qui a lieu lors d'une mise en observation de la personne dans le cadre, notamment, d'une détention préventive.

De telles explications devraient être insérées dans le commentaire de la disposition afin de spécifier les différents types d'expertise psychiatrique.

3. Il n'est point douteux que les experts psychiatres désignés par les autorités judiciaires ont la qualité d'experts judiciaires et sont à ce titre soumis à toutes les causes de récusation de l'article 828 du Code judiciaire. Cette précision devrait figurer dans le commentaire de la disposition.

4. Au paragraphe 1^{er}, 3⁽⁴⁾, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens des termes "trouble récurrent". Selon la déléguée du ministre, il s'agit d'un trouble qui peut disparaître pendant une certaine période mais se manifester à nouveau à d'autres moments.

Compte tenu de cette explication, il convient de revoir la formulation de cette troisième condition. En effet, au moment de l'expertise psychiatrique, le trouble mental peut très bien ne plus se manifester, mais réapparaître dans d'autres circonstances.

De l'accord de la déléguée du ministre, il convient de reformuler le point 3 (devenant 3°) de la manière suivante :

"3° d'établir par l'expertise si le délinquant est susceptible de commettre de nouvelles infractions en raison du trouble mental qui l'affecte;"

5. Au paragraphe 1^{er}, 4 (devenant 4°), le terme "soigné" doit être omis, conformément à l'observation 2, formulée sous l'article 2.

6. Au paragraphe 2, il convient de remplacer les termes "les instances judiciaires" par les termes "les autorités judiciaires" qui sont déjà utilisés au paragraphe 1^{er} de la disposition.

(4) L'énumération doit se faire en 1°, 2°, etc.
Dans le texte français, il manque le 1°.

Article 4

1. Le paragraphe 2 dispose que "durant la mise en observation qui ne peut excéder 4 mois, le délinquant reste détenu sur la base des dispositions de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive".

Le commentaire de cette disposition renvoie au commentaire de l'article 4 du projet de Monsieur Vandemeulebroeke, selon lequel la mise en observation ne doit plus être considérée comme une modalité du mandat d'arrêt :

"La mise en observation est une expertise approfondie et rien de plus... Sans doute le mandat d'arrêt devra-t-il toujours être mensuellement confirmé ou maintenu en cas de renvoi, avec la conséquence que la levée du mandat d'arrêt mettra fin à la mise en observation mais pas à l'expertise. La mise en observation ne devra donc plus être confirmée avec le mandat d'arrêt, elle prendra fin lorsque le juge estimera qu'elle n'est plus nécessaire ou au terme du délai de quatre mois...La mise en observation -devenue une mesure d'instruction à part entière- ne sera plus appellable au même titre que les autres expertises ordonnées par le magistrat instructeur. Le ministère public, la défense, la partie civile ne pourront plus s'y opposer, l'instruction de la cause en sera d'autant plus accélérée."

Il résulte de ce commentaire que la mise en observation d'un délinquant est - à la différence de la désignation de l'expert psychiatrique sensu stricto - une mesure d'accompagnement du mandat d'arrêt. Cette mesure doit prendre fin si le mandat d'arrêt n'est plus confirmé, si le juge estime qu'elle n'est plus nécessaire ou encore si le délai de quatre mois est expiré.

Le dispositif doit faire apparaître clairement que la levée du mandat d'arrêt entraîne immédiatement la fin de la mise en observation.

2. Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 fait référence à "un état défini à l'article 6" de l'avant-projet. Cette dernière disposition détermine les conditions dans lesquelles les juridictions d'instruction ou de jugement peuvent ordonner l'internement d'un délinquant. Or, l'article 4 de l'avant-projet concerne une instruction de telle sorte que certaines conditions prévues à l'article 6 de l'avant-projet qui vise également les juridictions de jugement sont inappropriées. Au stade de l'instruction, le juge d'instruction pourra ainsi décider la mise en observation d'un suspect sans avoir nécessairement établi sa culpabilité. Quant au lien causal entre le trouble mental et les faits commis, il pourra également ne pas

.../...

être démontré au moment de la mise en observation, celle-ci intervenant pour déterminer si le suspect est atteint d'un trouble mental.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, mieux vaut faire référence aux conditions prévues à l'article 3 de l'avant-projet concernant la mise en oeuvre d'une expertise psychiatrique.

3. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, envisage le transfert du délinquant dans "une section de défense sociale d'une prison spécialement équipée à cet effet" afin de réaliser la mise en observation.

L'alinéa 3 indique que "dans des circonstances exceptionnelles, l'autorité judiciaire compétente désigne le service psychiatrique fermé agréé par le Roi dans lequel le délinquant sera transféré par ordonnance pour mise en observation".

Interrogée sur la différence entre les notions de "section de défense sociale d'une prison" et de "service psychiatrique fermé agréé", la déléguée du ministre a expliqué que la première notion désigne les anciennes annexes psychiatriques des prisons et que la seconde concerne des centres psychiatriques privés ou relevant d'une autorité communautaire ou régionale ⁽⁵⁾.

En ce qui concerne l'exécution des mesures de placement dans de tels établissements, le Conseil d'Etat rappelle l'arrêt Aerts du 30 juillet 1998 de la Cour européenne des droits de l'homme et le rapport 2001 du Comité européen de prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants (CPT).

4. L'expression "circonstances exceptionnelles" est très vague et doit être mieux circonscrite. Il est en effet permis de se demander, par exemple, pourquoi certains détenus ne seront pas mis en observation au sein d'une section de défense sociale d'une prison mais seront plutôt transférés vers un établissement privé.

⁽⁵⁾ Sur le problème de répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées en la matière, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14.

Selon la déléguée du ministre, les sections de défense sociale ne pourront pas toujours assumer des mises en observation, d'une part, parce que l'état mental de la personne peut nécessiter une infrastructure particulière ou une équipe médicale spécifique et d'autre part, parce que le nombre de places disponibles au sein des sections de défense sociale des prisons est limité.

En principe, une mise en observation envisagée comme mesure d'accompagnement d'un mandat d'arrêt et impliquant dès lors une privation de liberté doit s'effectuer dans une section de défense sociale organisée par les pouvoirs publics. La mise en observation dans des centres privés ne pourrait se justifier - comme le relève le rapport de monsieur Vandemeulebroeke - qu'à titre exceptionnel et eu égard à leur spécialisation.

L'hypothèse évoquée par la déléguée du ministre selon laquelle l'observation dans un centre privé pourrait, en tout cas, se justifier par l'insuffisance du nombre de places disponibles au sein des sections de défense sociale ne peut être admise. En conséquence, le texte et son commentaire doivent être fondamentalement revus.

5. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, précise que "le fonctionnaire de placement désigne, en tenant compte dans la mesure du possible des indications données par l'autorité judiciaire à ce sujet, la section de défense sociale dans laquelle le délinquant doit être transféré".

Interrogée sur ce qu'il faut entendre par "fonctionnaire de placement", la déléguée du ministre a expliqué qu'il est fait référence au projet de loi "relatif au renforcement du contrôle des détenus condamnés qui quittent la prison, à l'amélioration du statut de la victime quand l'auteur quitte la prison et à l'optimisation de la capacité carcérale" ⁽⁶⁾. Selon la déléguée du ministre, la volonté de l'auteur de l'avant-projet est également d'instaurer une sorte de "quota national" pour les sections de défense sociale et d'éviter ainsi une surpopulation dans ces structures. La déléguée du ministre a d'ailleurs ajouté que le présent avant-projet devrait mieux faire le lien avec le projet de loi, précité.

⁽⁶⁾ Avis 31.511/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2001 (Doc.parl.Ch., sess. 2001-2002, n° 1521/1).

Dans l'avis 31.511/2, donné le 8 octobre 2001, sur le projet de loi précité, la section de législation s'est prononcée sur la compatibilité d'un quota national qui comprend la capacité d'accueil maximale dans les prisons et des quotas locaux qui concernent la capacité d'accueil maximale des différentes prisons, avec l'ordonnancement juridique existant. L'avis s'exprime en ces termes :

"Si le réalisme impose de tenir compte de la capacité carcérale, celle-ci ne peut devenir la clef de voûte du système répressif et pénitentiaire, sous peine de confondre la fin et les moyens de celui-ci. La peine et ses modalités d'exécution répondent à des fonctions spécifiques. Elles n'ont pour but ni de remplir les prisons ni de les vider. Autrement dit, le nombre de places dans les prisons doit être adapté aux nécessités de la politique criminelle.

Le quota national ne peut avoir pour objectif de dispenser le Gouvernement d'exécuter les peines prononcées par le pouvoir judiciaire, conformément à l'article 40, alinéa 2, de la Constitution.

Il ne peut donc qu'être un outil statistique permettant au Gouvernement d'adopter en connaissance de cause une politique pénitentiaire. Dès lors, il n'appartient pas au législateur de régler cette question car, ce faisant, il s'immiscerait dans les prérogatives que le même article 40, alinéa 2, de la Constitution réserve au Roi."

La même observation vaut en l'espèce. Il ne saurait en effet être question de limiter des procédures de mise en observation décidées par les autorités judiciaires au motif qu'il n'y aurait pas suffisamment de places dans les sections de défense sociale des prisons.

6. Par ailleurs, la déléguée du ministre a relevé que les équipes pluridisciplinaires mises en place au sein des sections de défense sociale des prisons seront en principe toutes équipées et en mesure d'étudier les différents troubles mentaux; certaines ne seront donc pas plus spécialisées que d'autres dans l'approche de certains types de délinquants. Dès lors, les mots "dans la mesure du possible" doivent être omis.

Article 5

1. Le paragraphe 2 de cette disposition donne la possibilité au délinquant qui fait l'objet d'une expertise psychiatrique de transmettre les avis du médecin de son choix aux experts judiciaires. Ces derniers sont tenus de se prononcer sur ces avis avant de conclure.

La disposition du projet semble prendre en considération les droits de la défense du délinquant mais n'en précise pas la portée. Le médecin choisi par le délinquant sera-t-il informé de la portée exacte de l'expertise psychiatrique ou de la mise en observation de son patient ? Pourra-t-il avoir accès au dossier médical constitué par les experts et les rencontrer notamment pour les éclairer sur le passé médical de l'intéressé ?

Si ce médecin doit rédiger un avis médical circonstancié sur un patient qui fait l'objet d'une expertise psychiatrique, il convient de lui permettre d'avoir une connaissance précise du but de celle-ci.

Il ressort des explications de la déléguée du ministre que la volonté est bien de prendre en considération les droits de la défense de la personne mise en observation et qu'il n'y a dès lors aucune objection à ce que le médecin choisi par cette personne soit informé des objectifs de la mise en observation et des examens médicaux entrepris.

Outre ce qui a été dit dans l'observation générale 2, la disposition doit être complétée sur ce point.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les avis du médecin choisi par le délinquant qui fait l'objet d'une expertise psychiatrique ne sont pas communiqués également aux autorités judiciaires qui ont décidé de l'expertise.

Article 6

1. Dans l'article 6 du texte proposé par M. Vandemeulebroeke, les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement "peuvent ordonner" l'internement lorsque certaines conditions sont réunies. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'avant-projet, les mêmes juridictions "ordonnent" l'internement lorsque certaines conditions sont réunies.

Selon le commentaire de cette disposition,

.../...

"Contrairement à ce que prévoit la loi du 1^{er} juillet 1964, s'il est satisfait à l'ensemble des conditions posées pour l'internement, la juridiction de jugement ou d'instruction doit prononcer l'internement. Le cas échéant, le juge ne dispose plus d'un pouvoir d'appréciation en la matière." .

Le texte soulève deux questions qu'il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'examiner. D'une part, en visant le délinquant "qui a commis un fait qualifié crime ou délit", le texte oblige le juge à prononcer l'internement dès lors que les cinq conditions sont remplies, quand bien même il s'agirait de faits de faible gravité. Ne serait-il pas normal que le juge puisse, dans certains cas, par exemple la cleptomanie de petits objets, conserver un pouvoir d'appréciation et ne pas prononcer l'internement ? D'autre part, il se peut qu'un délinquant ait commis un fait qualifié crime ou délit en étant atteint d'un trouble mental mais qu'une fois traité médicalement, ce trouble n'est plus une réelle source de danger pour la société. La mesure d'internement pourrait être disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi qui est de protéger la société. Tel qu'il est rédigé, le texte ne rencontre pas cette hypothèse.

En conclusion, le texte doit être repensé.

2. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la situation du délinquant qui, au moment des faits, est atteint d'un trouble mental qui n'a pas annihilé ou gravement altéré sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actes, mais qui, au moment du jugement, est atteint d'un tel trouble mental.

Selon la déléguée du ministre, ce délinquant devrait être condamné à une peine pénale et l'internement pourra éventuellement être ensuite décidé si les conditions de l'article 31 de l'avant-projet sont réunies.

Outre qu'une telle position s'expose à critique doctrinale ⁽⁷⁾ elle ne paraît point conforme aux dispositions des instruments internationaux garantissant la protection des droits fondamentaux. Mettre en prison une personne dont l'état mental requiert un traitement médical qui ne peut lui être dispensé dans un établissement pénitentiaire pourrait en effet être considéré comme incompatible tant avec l'article 3 de la Convention

⁽⁷⁾ F. Tulkens - M. van de Kerkhove, Introduction au droit pénal, Story-Scientia, 2^e édition, 1993, p. 239.

européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui dispose que "nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants" ⁽⁸⁾ qu'avec l'article 10, § 1^{er}, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en vertu duquel "toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine" ⁽⁹⁾.

3. Le paragraphe 1^{er} fixe comme condition à l'internement que le délinquant ait commis "un crime ou un délit". Dans l'article 6 du texte proposé par Monsieur Vandemeulebroeke il est question d'un délinquant qui a commis "un fait qualifié crime ou délit", cette terminologie étant directement empruntée de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.

Selon la déléguée du ministre, la volonté de l'auteur de l'avant-projet est de qualifier de "délinquant" celui qui a agi même s'il est atteint d'un trouble mental.

Cependant, l'utilisation du terme "mesure de sûreté" pour définir l'internement à l'article 2 de l'avant-projet indique bien qu'il ne s'agit pas d'une peine au sens pénal du terme.

⁽⁸⁾ Affaire Simon-Herald c. Autriche, Req. n° 4 340/69, déc. Commis. 2 février 1971, Rec. 38, p. 18.

⁽⁹⁾ La Commission a affirmé très tôt, dans sa décision Ilse Koch, le principe que la détention ne prive pas l'intéressé "de la garantie des droits et libertés définis dans la Convention" (Req.n° 1.270/61, déc. Commis. 8 mars 1962, Annuaire 5, p. 127). Dès lors, selon les termes de la décision Kotalla, "une peine d'emprisonnement régulièrement infligée" est susceptible de soulever un problème sous l'angle de l'article 3 par la manière dont elle est exécutée (Req. 7.994/77, déc. 6 mai 1978, DR 14, p. 238) (F. Sudre, "Article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme", in, "La Convention européenne des droits de l'homme - commentaire article par article", sous la direction de L.-E. Pettiti, E. Decaux et P.-H. Imbert, Economica, Paris, 2ème édit., 1999, p. 162).

Si la volonté de l'auteur de l'avant-projet est de préserver l'esprit de la loi du 9 avril 1930, précitée, et donc de maintenir un régime de défense sociale, il convient de conserver, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, la terminologie qui a toujours caractérisé un tel régime.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, le paragraphe 1^{er}, premier tiret, doit être revu sur ce point.

Article 7

1. Cette disposition s'inspire d'une réforme en discussion au Parlement ⁽¹⁰⁾. Il s'agit d'un projet de loi "modifiant les dispositions concernant la comparution en personne du prévenu et l'article 421 du Code d'Instruction criminelle" ⁽¹¹⁾. C'est donc à la lumière de ces nouvelles dispositions que le présent avant-projet doit être interprété. Le paragraphe 2, alinéa 2, précise que la chambre du conseil peut ordonner la comparution en personne sans que cette décision puisse faire l'objet d'un recours. Selon l'alinéa 3, s'il n'est pas satisfait à cette décision, le délinquant sera jugé par défaut.

Le texte ne tient cependant pas compte de la circonstance que la comparution en personne peut poser un problème lorsque l'inculpé est atteint d'un trouble mental particulièrement grave. Dans un tel cas, une comparution en personne pourrait lui être préjudiciable.

La déléguée du ministre a convenu qu'il serait souhaitable que la comparution en personne soit subordonnée à un avis médical favorable qui pourrait être formulé par les médecins chargés de l'expertise psychiatrique.

La disposition doit être complétée sur ce point.

⁽¹⁰⁾ Doc. parl., Ch., sess. 2001-2002, n° 1600/1.

⁽¹¹⁾ Avis 32.287/2, donné le 26 novembre 2001.

2. Le texte de l'avant-projet ne tient pas compte de l'hypothèse dans laquelle le prévenu ne comparait pas en personne ou par un avocat alors qu'à l'audience d'introduction il était soit présent, soit représenté par son avocat. Selon les nouvelles dispositions du Code d'instruction criminelle en discussion au Parlement, le jugement rendu sera alors réputé contradictoire.

La disposition de l'avant-projet doit être articulée avec ce projet de loi.

3. La question se pose de savoir dans quelle mesure l'expertise psychiatrique doit être contradictoire. En effet, dans le contexte de l'internement d'un délinquant, les juridictions d'instruction sont amenées à statuer au fond. Il en va a fortiori de même pour les juridictions de jugement qui - par oubli sans doute - ne sont pas visées au paragraphe 4 de la disposition examinée.

A la suite de plusieurs questions préjudicielles, la Cour d'arbitrage s'est prononcée sur l'application du principe du contradictoire aux expertises ordonnées par un juge pénal.

Dans un arrêt n° 24/97 du 30 avril 1997, la Cour a jugé que les expertises, tant pénales que civiles, ordonnées par le juge pénal statuant en qualité de juge du fond ⁽¹²⁾, doivent être menées de manière contradictoire ⁽¹³⁾.

S'agissant des règles applicables, la Cour renvoie à l'article 2 du Code judiciaire en vertu duquel les dispositions de ce Code ⁽¹⁴⁾ s'appliquent à toutes les procédures, sauf disposition légale ou principe de droit incompatible :

"L'article 2 du Code judiciaire s'oppose à ce que, notamment, les dispositions qui, dans ce Code, se réfèrent à l'accord des parties ou subordonnent certains effets à leur initiative s'appliquent en matière pénale, où l'autonomie de la volonté des particuliers n'a pas de place. Mais à peine de méconnaître cet article 2,

⁽¹²⁾ Une des questions préjudicielles examinées par la Cour était notamment formulée par la Chambre du conseil du Tribunal correctionnel de Namur, statuant, après avoir ordonné l'internement d'une personne, sur les intérêts civils.

⁽¹³⁾ A. Sadzot, "Observations sous Cass. 24 juin 1998 - le caractère contradictoire des expertises aux différents stades de la procédure pénale : derniers rebondissements", J.L.M.B., 1998, pp. 1288 à 1294.

⁽¹⁴⁾ Voir notamment les articles 962 et suivants du Code judiciaire.

la circonstance que la juridiction ordonnant l'expertise est une juridiction pénale ne suffit pas à rendre inapplicables, parmi les dispositions du Code judiciaire qui assurent la contradiction, celles dont l'application est compatible avec les principes du droit répressif : il n'existe pas de dispositions légales régissant l'expertise, ordonnée par le juge pénal, qui interdiraient ou rendraient impossible l'application à cette expertise de toutes les dispositions du Code judiciaire qui garantissent le caractère contradictoire de l'expertise en matière civile; il n'existe pas davantage de principes de droit qui excluraient l'application de toutes ces dispositions à l'expertise ordonnée par le juge pénal." ⁽¹⁵⁾.

Il résulte de cette jurisprudence que l'expertise psychiatrique doit satisfaire à toutes les exigences de la contradiction, dès lors qu'elle est ordonnée par une juridiction d'instruction statuant au fond ou par une juridiction de jugement.

Par ailleurs, lorsque l'expertise est ordonnée par le juge d'instruction dans le cadre d'une mise en observation, c'est-à-dire comme mesure d'instruction, le respect des droits de la défense implique à tout le moins que l'expert psychiatre puisse être ultérieurement entendu à l'audience de la juridiction de jugement ou d'instruction se prononçant au fond, si l'une des parties en fait la demande ⁽¹⁶⁾.

Article 8

Comme l'article 7 de l'avant-projet, cette disposition fait également référence à certains articles du Code d'Instruction criminelle qui font l'objet de la réforme en discussion au Parlement. C'est donc à la lumière de ces nouvelles dispositions que l'article examiné doit être interprété.

Par ailleurs, le paragraphe 2, alinéa 2, fait référence à la loi du 25 juillet 1893 relative aux déclarations d'appel ou de recours en cassation des personnes détenues ou internées. Certaines dispositions de cette loi gagneraient à être aménagées, notamment d'un point de vue terminologique.

⁽¹⁵⁾ Considérant B.8.

⁽¹⁶⁾ Voir l'arrêt n° 74/98 de la Cour d'arbitrage du 24 juin 1998 aux termes duquel le législateur pourrait, sans violer le principe d'égalité, tempérer cette option et déterminer dans quel cas et à quelles conditions une expertise doit être contradictoire, même au stade de l'information ou de l'instruction.

Article 9

Cette disposition concerne les questions complémentaires qui doivent être posées aux membres du jury d'une cour d'assises en ce qui concerne l'état mental de l'accusé.

Une des questions est de savoir si l'accusé a commis un crime ou un délit. Dans l'article 9 du texte proposé par Monsieur Vandemeulebroeke la question porte sur le point de savoir si l'accusé a commis un "fait qualifié de crime ou de délit". A ce sujet, il est fait référence à l'observation 3 formulée sous l'article 6.

Chapitre III - Des frais, des restitutions et des peines accessoires

L'intitulé de ce chapitre fait référence aux "peines accessoires". Sur la notion de peine, il est renvoyé à l'observation 3 formulée sous l'article 6. Mieux vaut faire référence à des mesures de sûreté accessoires.

Article 14

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, indique que l'internement peut avoir lieu dans un établissement de défense sociale de l'Etat fédéral, lorsque la commission de libération conditionnelle des condamnés et de suivi des internés le décide. Toutefois, comme l'a expliqué la déléguée du ministre, la commission ne peut désigner elle-même cet établissement, cette décision revenant au fonctionnaire de placement. Tout au plus la commission pourra indiquer sa préférence pour un établissement de défense sociale, mais le fonctionnaire de placement ne sera pas lié par cet avis. La principale préoccupation de ce dernier est d'éviter que certains établissements soient plus sollicités que d'autres. Son rôle est donc de coordonner les demandes d'internement en fonction des places disponibles.

La disposition n'indique pas les critères en fonction desquels le fonctionnaire de placement prendra ses décisions.

Certes, le critère de la disponibilité des places est important mais, en l'espèce, il ne peut être le seul. En effet, s'agissant de l'internement d'un délinquant malade mental, l'environnement où se déroulera l'internement peut être important, tout comme la proximité géographique de ce lieu avec le domicile de ses plus proches parents. La question se pose de savoir si ce fonctionnaire de placement aura une connaissance suffisante des besoins du malade par rapport à la thérapie qu'il doit suivre.

La disposition examinée devrait être plus explicite sur ce point.

2. Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la commission de libération conditionnelle des condamnés et de suivi des internés peut, dans certaines conditions

"(...) ordonner le placement dans un service psychiatrique organisé par des organismes privés, par les Communautés ou par les Régions et apte à prendre les mesures de sécurité requises et à dispenser les soins appropriés. Le Roi détermine les conditions d'agrément spécifiques auxquelles doit satisfaire un tel service, sans préjudice des normes et conditions que la loi impose aux hôpitaux. Il fixe également les conditions dans lesquelles les services agréés par les autorités compétentes en matière de politique de santé sont tenus d'accueillir les internés.

Le Roi détermine les modalités du retrait provisoire ou définitif des agréments des centres qui ne satisfont pas aux conditions."

Eu égard aux compétences respectives de l'Etat fédéral et des communautés, d'une part, en matière de politique criminelle et, d'autre part, en matière de politique de santé, il convient d'associer les entités fédérées à la réalisation de cette réforme en ayant recours à un accord de coopération.

Le Roi ne peut en effet pas imposer unilatéralement aux communautés et aux régions les conditions d'agrément des centres psychiatriques qui relèvent de leur compétence.

A cet effet, il convient de distinguer d'une part, les services psychiatriques des hôpitaux et les hôpitaux psychiatriques qui relèvent de la compétence de l'Etat fédéral en vertu de l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (législation organique) et d'autre part, les services psychiatriques privés et

.../...

les centres psychiatriques dépendant des communautés ou de la Région wallonne ⁽¹⁷⁾ pour lesquels les entités fédérées sont compétentes pour fixer les normes d'agrément en vertu de leur compétence de principe en matière de politique de santé (article 5, § 1^{er}, I, 1^o, de la loi spéciale précitée) ⁽¹⁸⁾.

Par ailleurs, la prise en charge par ces centres de délinquants atteints de troubles mentaux nécessitera certains aménagements de leurs infrastructures afin de les sécuriser. La question se pose de savoir qui va supporter les frais ainsi engendrés par ces centres, de même que les frais liés à la prise en charge médicale de ces personnes ⁽¹⁹⁾.

Interrogée à ce sujet, la déléguée du ministre a reconnu que le Roi ne pouvait imposer unilatéralement de telles obligations aux entités fédérées.

Un accord de coopération s'avère indispensable tout comme ce fût le cas pour assurer le suivi médical et thérapeutique des auteurs d'infractions à caractère sexuel bénéficiant notamment d'une libération conditionnelle ⁽²⁰⁾.

Sur ce point, la disposition de l'avant-projet doit être fondamentalement repensée.

⁽¹⁷⁾ La Région wallonne a notamment en charge les centres hospitaliers psychiatriques "Le Chêne aux Haies" à Mons et "Les Marronniers" à Tournai sur la base des décrets de transfert intervenus en vertu de l'article 138 de la Constitution.

⁽¹⁸⁾ Ainsi, il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que
"En ce qui concerne la politique de dispensation de soins en dehors du milieu hospitalier la communauté est notamment compétente pour (...)
c) les services de santé mentale en ce compris la postcure.
La matière est actuellement réglée par l'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif aux services de santé mentale" (Doc. parl., Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, p. 124).

⁽¹⁹⁾ Sur ce dernier point, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 36, § 2.

⁽²⁰⁾ Voir les accords de coopération intervenus entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande du 8 octobre 1998 (Moniteur belge du 11 septembre 1999), entre l'Etat fédéral et la Région wallonne de la même date et l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune ainsi que la Commission communautaire française du 13 avril 1999 (Moniteur belge du 26 juillet 2000).

3. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, commence par les termes "Sauf en ce qui concerne les internés qui subissent également une peine d'emprisonnement principal de 10 ans ou plus ou une peine criminelle". Interrogée sur le sens de ces termes, la déléguée du ministre a expliqué que les internés bénéficiant d'une libération sous conditions ou d'une libération définitive et qui, pendant ces libérations, commettent un délit ou un crime punissable d'une peine d'emprisonnement principale de 10 ans au moins ou d'une peine criminelle, ne peuvent pas être internés au sein d'un service psychiatrique agréé. Seul un établissement de défense sociale peut les prendre en charge si un nouvel internement intervient.

Ni le texte en projet, ni l'exposé des motifs ne traduisent cette intention.

En outre, une telle exception n'a pas sa place dans la disposition examinée. Mieux vaudrait la prévoir dans les chapitres consacrés aux libérations.

Par ailleurs, il n'est pas cohérent de faire référence à une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus et à une peine criminelle, laquelle peut être de cinq ans notamment pour la réclusion.

Enfin, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que cette disposition n'est admissible au regard des articles 3 et 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales que si les internés, qui ne pourraient être transférés dans un service psychiatrique agréé, reçoivent néanmoins le traitement requis dans un établissement de défense sociale de l'Etat fédéral. Que se passera-t-il si seul un service psychiatrique agréé est susceptible de fournir le traitement médical approprié ⁽²¹⁾ ?

4. Au paragraphe 2, il est question "d'un service spécialisé dans l'exécution d'examens cliniques interdisciplinaires individuels". Interrogée sur le sens de ces termes, la déléguée du ministre a répondu qu'il s'agissait notamment du Centre pénitentiaire de Recherche et d'Observation Clinique créé par un arrêté royal du 19 avril 1999. Bien que

⁽²¹⁾ Comparez à cet égard avec l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3 et les observations qu'il a suscitées.

ce Centre ne soit pas encore mis en place, il ressort des informations de la déléguée du ministre que tel sera bientôt le cas.

Ni l'exposé des motifs, ni la disposition n'indiquent de quelle manière ces services spécialisés ou l'expert éventuel procéderont pour donner des avis éclairés à la commission sur le lieu d'internement le plus adéquat pour un malade mental.

Ces questions doivent être éclaircies à tout le moins dans l'exposé des motifs.

5. Selon l'article 14, § 3, de l'avant-projet, "la commission prend une décision dans le mois qui suit le jour du jugement ou de l'arrêt si l'internement immédiat a été ordonné ou dans le mois qui suit le jour où le jugement ou l'arrêt est coulé en force de chose jugée".

Le Conseil d'Etat attire l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur les conséquences éventuelles du non respect des délais au regard de l'article 5, § 1^{er}, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans l'affaire Aerts, précitée, la Cour européenne des droits de l'homme a notamment condamné la Belgique pour ne pas avoir exécuté dans les meilleurs délais une décision de la commission de défense sociale ordonnant l'internement de l'intéressé dans un établissement de défense sociale et pour l'avoir laissé dans une annexe psychiatrique d'une prison inadaptée aux besoins thérapeutiques de celui-ci ⁽²²⁾.

Article 15

1. L'article 15 est en contradiction avec le paragraphe 1^{er} de l'article 14, en ce qu'il accorde un pouvoir de décision au fonctionnaire de placement non seulement sur le choix de l'établissement public fédéral vers lequel le délinquant sera envoyé mais aussi sur le principe même du transfert vers un établissement de ce type.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, précise que

⁽²²⁾ Voir arrêt Aerts du 30 juillet 1998 aux termes duquel :
"Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas contesté que la prise en charge du requérant à Lantin avait laissé à désirer d'un point de vue thérapeutique. Il y a donc eu rupture du lien entre le but de la détention et les conditions dans lesquelles celle-ci a eu lieu."

"(...) lorsque la sécurité l'exige, le ministre de la Justice, peut également ordonner le transfert provisoire d'un interné dans un autre établissement de défense sociale ou dans une section de défense sociale d'une prison. Il en informe immédiatement la commission."

Cette disposition est silencieuse sur le pouvoir de contrôle de la commission par rapport à cette décision du ministre de la Justice.

Selon la déléguée du ministre, il conviendrait de fusionner les alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 2 de sorte que le président de la commission pourrait décider le transfert, non seulement en cas d'urgence, mais aussi à la demande du ministre de la justice lorsqu'au surplus la sécurité l'exige. Dans ces deux hypothèses, les décisions du président seraient ensuite soumises à la commission qui pourrait apprécier l'adéquation de ce nouvel internement avec les exigences médicales et thérapeutiques ressortant du dossier de l'intéressé.

La disposition en projet doit être revue pour tenir compte de cette observation.

Article 16

1. Selon cette disposition, la commission saisie d'un dossier d'internement ou d'un dossier de transfert entendra le procureur du Roi, l'interné, son avocat et le médecin de son choix. A la différence de l'article 18 du texte proposé par Monsieur Vandemeulebroeke, cette disposition ne prévoit ni l'audition du médecin qui suit le patient ou qui a fait une expertise psychiatrique à son sujet ni celle du directeur de l'établissement dans lequel il a été interné provisoirement.

D'après la déléguée du ministre, il s'agit d'un oubli et le texte doit être complété en ce sens.

2. Tel qu'il est libellé, l'alinéa 4 pourrait être interprété comme donnant une voix délibérative au secrétaire de la commission. Selon la déléguée du ministre, telle n'est pas la volonté de l'auteur de l'avant-projet.

La disposition doit être revue sur ce point.

Article 18

Lorsque la commission autorise un interné à quitter un établissement, par exemple pour un congé ou une sortie, elle est tenue d'en informer la police locale ainsi que le ministère public du lieu où la mesure sera exécutée.

Par ailleurs, si la mesure est accompagnée de certaines conditions et si la commission estime qu'un contrôle de ces conditions est nécessaire, elle doit avertir le fonctionnaire du service public fédéral Justice.

Interrogée sur les missions respectives de la police locale et du fonctionnaire précité, la déléguée du ministre a indiqué que la police locale est mieux placée pour vérifier si l'intéressé fréquente des débits de boissons ou se procure des substances stupéfiantes; quant au fonctionnaire, il aura pour mission de contrôler, notamment, si l'intéressé se rend chez le médecin qui lui a été désigné.

Selon la déléguée du ministre, les conditions dont il est question à l'alinéa 1^{er}, e), de l'article 18 sont distinctes de celles visées à l'alinéa 2.

La disposition doit être plus explicite sur ce point. Quant au commentaire de la disposition, il devrait énumérer des exemples de conditions qui pourraient être imposées à la personne bénéficiant d'une des mesures de l'article 17 de l'avant-projet.

Article 19

Cet article indique que la commission doit se tenir informée "chaque fois que c'est utile et au moins une fois l'an, de l'état de l'interné, des conditions de sa réinsertion dans la société et des moyens mis en oeuvre à cet égard".

La question se pose de savoir si - indépendamment de la demande la libération visée à l'article 20 de l'avant-projet - la commission pourrait être directement

.../...

saisie d'une requête de l'interné ou de son conseil afin de procéder à une vérification de l'état mental de l'intéressé qui pourrait, par exemple, ne plus avoir besoin d'un certain type de traitement thérapeutique.

La disposition ne semble pas envisager cette possibilité.

Selon la déléguée du ministre, il convient de la compléter en ce sens.

Article 20

1. Le paragraphe 2 envisage l'élaboration par l'interné ou son avocat d'un "programme de traitement et de réinsertion sociale" lorsqu'il sollicite une libération sous conditions.

La disposition ne précise cependant pas la portée de ce programme ni les éléments qu'il doit prendre en considération. Le texte devrait être plus précis sur ce point afin que toute requête de libération sous conditions soit traitée de la même manière.

La déléguée du ministre a expliqué à ce sujet qu'une habilitation au Roi devrait être insérée dans cette disposition afin d'établir le modèle du programme.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, prévoit que pour l'organisation de ce programme, l'interné peut également "faire appel à une personne de son choix ou à un service de son choix", sans obliger le recours à un médecin.

La déléguée du ministre a expliqué qu'il serait préférable que le programme soit élaboré avec la participation d'un médecin ou d'un service médical.

La disposition doit être revue en ce sens.

3. Le paragraphe 2, alinéa 3, invite la commission à prendre "l'avis du service compétent du service public fédéral Justice ou du service psychiatrique".

.../...

Comme en a convenu la déléguée du ministre, il doit s'agir d'un service psychiatrique "agrée".

Par ailleurs, cette disposition devrait être plus explicite sur les modalités de cette consultation. Ces services pourront-ils avoir accès au dossier médical de l'intéressé et pourront-ils le rencontrer ?

La disposition doit être précisée sur ce point.

4. Le paragraphe 3 autorise, "en cas d'urgence", le président de la commission à ordonner la libération sous conditions sans qu'il doive prendre l'avis du médecin qui suit l'interné.

Interrogée sur la notion de "cas d'urgence", la déléguée du ministre a expliqué qu'était visé un interné en fin de vie dont l'état justifie une hospitalisation dans un service médical approprié (soins intensifs ou palliatifs, par exemple). Compte tenu de cette explication, l'utilisation des termes "en cas d'urgence" n'est pas adéquate.

Par ailleurs, les explications données par la déléguée du ministre devraient figurer dans le commentaire de la disposition afin que cette procédure reste l'exception. En outre, dès lors que la libération sous conditions est ici essentiellement fondée sur des motifs médicaux, il serait souhaitable que l'avis du médecin qui suit l'intéressé soit pris en considération par le président de la commission.

Pour le surplus, dès lors que les conditions prévues au paragraphe 1^{er} ne doivent pas être remplies dans l'hypothèse considérée, le texte du paragraphe 3 gagnerait à faire l'objet d'une disposition distincte.

5. Au paragraphe 5, il est question d'un "service spécialisé dans l'exécution d'examens cliniques interdisciplinaires individuels". Sur ce point il est renvoyé à l'observation 4 formulée sous l'article 14.

6. En vertu du paragraphe 6, une nouvelle demande de libération sous conditions ne peut intervenir que six mois après le rejet de la première demande. Ne conviendrait-il pas que, pour des raisons médicales, ce délai puisse être réduit à la demande

.../...

de l'intéressé ou de son représentant ? Par ailleurs, il est permis de se demander si un tel délai est compatible avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, selon laquelle l'article 5, § 4, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales impose aux juridictions de statuer à intervalle raisonnable sur la légalité de la détention d'un aliéné ⁽²³⁾.

Article 21

1. En vertu de cette disposition, la commission est autorisée à attacher des conditions à la libération de l'interné. Toutefois, le texte ne précise pas la nature de ces conditions.

D'après la déléguée du ministre, il s'agit d'un éventail de conditions. Certaines sont relatives au suivi médical de l'intéressé, d'autres peuvent concerner sa réinsertion professionnelle, son milieu de vie ainsi que le respect d'une sorte de "tutelle" que la commission exerce à son égard.

Etant donné l'importance de ces conditions, il conviendrait que le commentaire de la disposition soit plus explicite sur les différents types de conditions qui pourront être imposées à l'intéressé.

⁽²³⁾ Dans son arrêt *Winterwerp* contre les Pays-Bas du 24 octobre 1979, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que

"La détention d'un aliéné forme une catégorie spécifique et soulève des problèmes propres. En particulier, les motifs la justifiant à l'origine peuvent cesser d'exister...on méconnaîtrait le but et l'objet de l'article 5 si l'on interprétait le paragraphe 4 comme exemptant en l'occurrence la détention de tout contrôle ultérieur de légalité pour peu qu'un tribunal ait pris la décision initiale. Par nature, la privation de liberté dont il s'agit paraît appeler la possibilité de semblable contrôle, à exercer à des intervalles raisonnables.

En vertu de l'article 5, § 4, un aliéné détenu dans un établissement psychiatrique pour une durée illimitée ou prolongée a donc en principe le droit, au moins en l'absence de contrôle judiciaire périodique et automatique, d'introduire à des intervalles raisonnables un recours devant un tribunal pour contester la légalité - au sens de la Convention - de son internement, que ce dernier ait été prescrit par une juridiction civile ou pénale ou par une autre autorité."

Dans l'arrêt *X* contre le Royaume-Uni du 5 novembre 1981, la Cour a par ailleurs estimé qu'un délai de sept mois est excessif.

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient de limiter la référence aux articles 372 à 377 du Code pénal .

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, prévoit que la commission doit établir un écrit qui définit les droits et obligations des parties concernées. Cet alinéa débute par les mots "cet écrit précise notamment :". Le terme "notamment" laisse sous-entendre que d'autres mentions pourront apparaître dans ce document.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, le terme "notamment" doit être supprimé. La loi doit elle-même déterminer le contenu de cet écrit.

3. Le texte ne précise pas si le contenu de l'écrit peut être remis en cause par l'intéressé.

Selon la déléguée du ministre, l'avant-projet doit être complété sur ce point et préciser que l'interné libéré sous conditions ou son représentant peut demander à la commission qu'elle réexamine les conditions de cette libération à l'essai.

Par ailleurs, il faudrait également permettre à la personne ou au service qui doit assurer la guidance ou le traitement, de remettre en cause les conditions de la libération à l'essai si elles ne sont plus adaptées à l'évolution de l'état mental et physique de l'intéressé.

4. Le paragraphe 3, alinéa 2, 5°, n'apporte guère de précision sur la personne ou le service qui assumera la guidance du libéré à l'essai ni sur la nature du contrôle du respect des conditions mises à cette libération à l'essai. Le texte laisse certaines questions ouvertes : la commission peut-elle s'adresser à une association sans but lucratif s'occupant de la réinsertion de personnes marginales ? Peut-elle établir des contacts avec du personnel d'un CPAS ou d'un service d'une communauté ou d'une région ?

L'article 22, § 2, de l'avant-projet indique que "le contrôle du respect des conditions ainsi que la guidance et l'appui en vue de pallier le risque de récidive sont assurés par un fonctionnaire du Service public fédéral Justice, chargé du contrôle (...)". Il

.../...

ressort des explications fournies par la déléguée du ministre que ce fonctionnaire aura pour principale tâche de conseiller la personne libérée à l'essai, de l'aider dans ses démarches administratives, notamment pour la recherche d'un logement ou d'un emploi, et de vérifier si elle respecte les visites médicales qui lui sont imposées.

L'Etat fédéral, la Région wallonne, la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune ont conclu des accords de coopération relatifs à la guidance et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel dont relèvent déjà les délinquants atteints de troubles mentaux.

Dans son arrêt n° 101/2001 du 13 juillet 2001, la Cour d'arbitrage a été saisie de recours en annulation dirigés contre les normes d'assentiment à ces accords de coopération et elle a jugé que le contenu de ces accords

"(...) fait apparaître que la politique de coopération mise en place n'implique en aucun cas, dans le chef de l'autorité fédérale, l'abandon de ses compétences exclusives en matière pénale, ni relativement à la délinquance sexuelle, ni en matière d'exécution des peines. Ces accords en effet ne modifient en rien ni les compétences de l'autorité fédérale quant à la définition des infractions et des sanctions relatives aux abus sexuels ni ses compétences quant à la libération conditionnelle des détenus ou encore en matière de défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude. Les équipes psychosociales spécialisées mises en place par les accords litigieux dans les établissements pénitentiaires et les établissements ou sections de défense sociale restent, en effet, sous l'autorité exclusive du ministre de la Justice. Quant aux centres d'appui ou aux équipes spécialisées qui relèvent de l'autorité des ministres flamands ayant la santé ou l'aide aux personnes dans leurs attributions et aux équipes de santé spécialisées qui relèvent de l'autorité du ministre wallon de la Santé, ils ne peuvent prendre en charge que la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire des auteurs d'abus sexuels ou, le cas échéant, donner un avis sur le diagnostic et les possibilités de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel incarcérés ou faisant l'objet d'une mesure de défense sociale. Dans ce cas, ils doivent respecter les compétences des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale."

L'auteur de l'avant-projet est invité d'une part, à vérifier si le présent avant-projet se concilie bien avec les modalités de la mise en oeuvre de la guidance et du traitement organisés par ces différents accords de coopération et, d'autre part, à s'interroger s'il ne convient pas d'étendre ces accords de coopération aux autres infractions visées par le présent avant-projet et commises par des délinquants atteints de troubles mentaux.

Article 22

1. Le paragraphe 1^{er} charge notamment la police locale et la police fédérale du contrôle des conditions mises à la libération de l'interné. Ce même paragraphe prévoit

que la commission est tenue d'informer la police locale et le ministère public du lieu où l'intéressé s'établira, mais n'envisage pas l'information de la police fédérale.

Quel sera dès lors le rôle de celle-ci dans ce type de contrôle ?

2. Le paragraphe 2 confie à un fonctionnaire du service public fédéral Justice le soin de contrôler le respect des conditions ainsi que "la guidance et l'appui en vue de pallier le risque de récidive". Sur ce point, il est renvoyé à l'observation 4 formulée sous l'article 21.

3. Selon le paragraphe 3, alinéa 4, ceux qui assurent le suivi de l'interné et qui fournissent des renseignements à la commission ne peuvent se voir "opposer l'article 458 du Code pénal".

Le texte est ambigu; il semble vouloir signifier que l'article 458 ne s'applique pas dans les relations entre la Commission et les personnes qui assurent le suivi et la guidance de l'interné.

Par ailleurs, si l'on compare cette disposition avec l'article 9bis, alinéa 5, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, il ressort que le devoir d'information des personnes chargées du suivi et de la guidance du condamné vis-à-vis de la commission de probation se limite à indiquer - outre les renseignements contenus dans le rapport écrit - si le traitement ou la guidance a été interrompu. Il en est de même de l'article 7 de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, tel qu'il a été modifié par la loi du 28 novembre 2000.

.../...

Interrogée sur la différence qu'il convient de faire entre ces dispositions, la déléguée du ministre a expliqué que la rédaction du texte de l'avant-projet doit être alignée sur celle des deux dispositions existantes précitées.

Article 24

1. Cet article traite de la libération définitive de l'interné . Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, postule comme condition que le trouble mental se soit "suffisamment amélioré et qu'il est raisonnable d'affirmer qu'il n'existe plus aucun danger que de nouvelles infractions causées par ce trouble mental soient commises".

Comme en a convenu la déléguée du ministre, la disposition doit être réécrite.

En vue d'assurer une meilleure concordance avec l'ensemble du texte et notamment avec l'article 20, § 1^{er}, il convient de remplacer les mots "plus aucun danger" par les mots "plus aucun risque".

2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, prévoit qu'avant de prendre sa décision la commission "recueille tous les renseignements utiles et charge un service ou une personne spécialisée dans la guidance ou le traitement d'internés d'évaluer l'état mental de l'intéressé ainsi que les résultats de la guidance et du traitement auxquels il aura été soumis".

Cette disposition n'apporte aucune précision sur la qualité de la personne chargée d'évaluer l'état mental de l'interné ou sur les pouvoirs dont elle dispose pour procéder à cette évaluation (pourra-t-elle par exemple rencontrer directement l'interné, les médecins qui l'ont suivi ou encore son conseil ?). Cette évaluation sera-t-elle communiquée à l'interné ou à son conseil ?

Comme en a convenu la déléguée du ministre, l'avant-projet doit être plus précis sur ces différents points.

Par ailleurs, la version française de l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} est mal rédigée et doit être réécrite.

3. En ce qui concerne le paragraphe 4, il est renvoyé à l'observation 6 formulée sous l'article 20.

Article 25

L'alinéa 1^{er} ne spécifie pas le mode suivant lequel les décisions de la commission en matière de libération seront communiquées notamment à l'avocat de l'intéressé, alors que l'article 27, § 1^{er}, fait référence à une notification. Il convient d'adapter l'article 25 sur ce point.

Article 26

Cet article est relatif au recours du procureur du Roi contre une décision de libération de l'interné devant la commission supérieure du suivi des internés. Celle-ci ne peut statuer sur le recours qu'après avoir entendu l'interné et son avocat.

Cette disposition n'apporte cependant aucune précision sur la possibilité pour cette commission d'entendre le ou les médecins qui ont suivi l'interné.

Sur ce point, il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous l'article 16.

Article 30

1. Alors que l'article 24 de l'avant-projet de Monsieur Vandemeulebroeke permet à la commission d'entendre les victimes qui le souhaitent, l'article 30 de l'avant-projet ne prévoit plus cette possibilité. Le ministère public sera néanmoins chargé de recueillir les données relatives aux conditions particulières pouvant être imposées dans l'intérêt de la victime.

.../...

Interrogée sur les raisons pour lesquelles une telle audition n'a pas été retenue par l'avant-projet, la déléguée du ministre a répondu qu'il n'était pas souhaitable de confronter la victime au délinquant atteint d'un trouble mental.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la pertinence d'une telle réponse, car l'audition de la victime pourrait se faire en dehors de la présence de l'intéressé qui pourrait être représenté par son conseil. Elle permettrait à la commission de mieux appréhender les craintes de la victime ainsi que les intérêts dont elle souhaite assurer la protection.

Alors que sur bien des points, le présent avant-projet s'inspire de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle, précitée, le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons pour lesquelles une disposition similaire à celle de l'article 4, § 3, de cette loi n'est pas consacrée par l'avant-projet examiné. Il pourrait en effet paraître discriminatoire qu'une victime d'un agresseur sexuel condamné à une peine criminelle d'emprisonnement puisse être entendue par la commission statuant sur une demande de libération conditionnelle alors que cette victime ne pourrait avoir accès à la commission si son agresseur sexuel a fait l'objet d'un internement.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, il convient, dans ces deux hypothèses, d'assurer à la victime un droit d'audition, peu importe que son agresseur ait été condamné à une peine d'emprisonnement ou à un internement. La disposition de l'avant-projet doit en conséquence être revue afin de l'aligner sur l'article 4, § 3, de la loi du 5 mars 1998, précitée.

2. Le paragraphe 1^{er} est relatif aux informations concernant la victime lorsqu'en application de l'article 17, § 2, de l'avant-projet, la commission prend la décision d'accorder à l'interné une permission de sortir sans accompagnement, un congé, une semi-liberté ou une absence prolongée. On peut en déduire a contrario que la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 30 de l'avant-projet ne sera pas applicable lorsque cette décision est, en cas d'urgence, prise par le président de la commission, ainsi que le prévoit ce même article 17, § 2. L'auteur de l'avant-projet est invité à justifier cette différence.

.../...

Article 32

1. Selon cette disposition, la commission doit évaluer l'état mental du condamné interné six mois avant l'expiration de la durée de sa peine. La disposition ne fournit aucune précision sur les modalités de cette évaluation. Est-ce la commission elle-même qui la réalisera alors que l'article 24, § 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet confie cette mission à un "service spécialisé ou à une personne spécialisée dans la guidance ou le traitement d'internés" ?

Selon la déléguée du ministre, la commission pourra mettre en oeuvre l'article 24, § 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet. La disposition doit être complétée en ce sens.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge sur les règles de procédure qui doivent être observées pendant cette évaluation et lorsque la commission appréciera le résultat de l'évaluation. Pourquoi l'interné ne pourrait-il pas se faire assister par le médecin de son choix ?

Comme en a convenu la déléguée du ministre, la disposition doit être revue sur ces points.

2. L'avis motivé de la commission est-il accessible au condamné interné et à son avocat ?

La déléguée du ministre a précisé qu'en tout cas le juge de paix disposera de l'avis motivé de la commission ainsi que du dossier médical et social de l'intéressé duquel il ressortira qu'il a fait l'objet récemment d'une expertise psychiatrique. Afin de garantir le principe du contradictoire, il va de soi que, dès ce moment, le condamné interné et son avocat doivent avoir accès au même dossier.

La disposition doit être complétée sur ce point.

Article 33

1. Selon la déléguée du ministre, cette disposition concerne d'une part, une personne condamnée pénalement qui fait ensuite l'objet d'un internement en raison de la commission de nouvelles infractions et, d'autre part, une personne internée qui commet ensuite de nouvelles infractions et est reconnue responsable de ses actes et, donc, condamnée à une peine privative de liberté.

La formulation de cette disposition n'est pas claire et semble ne concerner que celui qui est au départ condamné pénalement et qui, par la suite, fait l'objet d'un internement en raison de la commission de nouveaux faits infractionnels.

Le paragraphe 1^{er} doit être revu sur ce point.

2. En vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la personne condamnée à une peine privative de liberté et qui fait simultanément l'objet d'une décision d'internement relève "exclusivement du statut de l'interné".

Or, selon le paragraphe 2, une libération sous conditions ou une libération définitive d'un condamné interné ne pourra intervenir que si l'interné satisfait non seulement aux conditions de ces deux types de libération, mais aussi "aux conditions de l'article 2, 1° et 3°, de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle".

Est-il dès lors exact de considérer que ce condamné relève "exclusivement du statut de l'interné" ?

Compte tenu des explications de la déléguée du ministre, il est suggéré de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Durant le temps de son internement, la personne visée à l'alinéa 1^{er} est soumise exclusivement au statut des internés."

.../...

3. La déléguée du ministre a illustré la portée de cette disposition par l'exemple suivant :

Une personne est condamnée à une peine d'emprisonnement de neuf ans. Un an après cette condamnation, elle bénéficie d'une sortie de courte durée de la prison et commet une nouvelle infraction. Cette fois, la justice décide de l'interner, car elle est atteinte d'un trouble mental qui a altéré gravement sa capacité de discernement.

Pendant trois ans, elle va subir l'internement et, au bout de cette période, elle bénéficie d'une libération sous conditions au sens de l'article 20 de l'avant-projet.

La première année passée en prison et les trois ans d'internement sont pris en considération pour le calcul de la peine d'emprisonnement. Sur neuf ans d'emprisonnement, elle a donc déjà effectué quatre ans.

Par contre, la période pendant laquelle elle va bénéficier d'une libération sous conditions ne sera pas prise en considération pour le calcul de la durée de l'emprisonnement ainsi que l'indique le paragraphe 2, alinéa 2.

Au bout de neuf ans, la commission lui accorde la libération définitive prévue à l'article 24 de l'avant-projet. Ce qui implique que la période de libération sous conditions aura été d'environ six ans.

Comme ces six ans ne sont, en principe, pas pris en considération pour le calcul de la durée de la peine d'emprisonnement, cette personne devrait retourner en prison pour achever sa peine privative de liberté, soit encore cinq ans, ou bénéficier d'une libération conditionnelle.

Toutefois, le paragraphe 4 apporte un tempérament à cette règle lorsque la durée de la période de libération sous conditions est supérieure à la durée de la peine d'emprisonnement qui reste encore à accomplir. Dans cette hypothèse, la peine privative de liberté est réputée être subie.

Dans l'exemple précité, cette personne ne devra plus retourner en prison pour achever le reste de sa peine privative de liberté.

Un tel exemple mériterait d'être reproduit dans le commentaire de cette disposition.

4. Selon le paragraphe 3, lorsque la commission décide de libérer un interné définitivement, cette décision n'est pas directement exécutoire. Il faut, en effet, que la commission ⁽²⁴⁾ examine le dossier sous l'angle de la libération conditionnelle.

Dans ce contexte, la commission fixe les conditions attachées à cette libération conditionnelle.

Le Conseil d'Etat attire cependant l'attention sur le cas suivant :

A supposer que l'interné libéré définitivement ait commis des infractions à caractère sexuel visées aux articles 372 à 378 du Code pénal, sa libération définitive signifie que la commission a jugé, sur la base de l'article 24 de l'avant-projet, que le trouble mental dont il souffrait s'est suffisamment amélioré et qu'il est raisonnable d'affirmer qu'il ne commettra plus de nouvelles infractions à cause de ce trouble mental. La libération définitive implique donc qu'il ne doit plus faire l'objet d'un traitement médical ou d'une guidance, vu l'amélioration de son état mental.

Or, lorsque son dossier est examiné dans le cadre d'une libération conditionnelle, l'article 4, § 5, alinéa 3, de la loi du 5 mars 1998, précitée, oblige la commission à subordonner la libération conditionnelle à la condition de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.

En pareil cas, la décision d'une libération définitive au sens de l'article 24 de l'avant-projet est en contradiction avec l'exigence d'un suivi médical ou thérapeutique imposé par le biais de la libération conditionnelle.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, cette contradiction doit être levée.

⁽²⁴⁾ Sur la composition de cette commission voir l'observation formulée sous l'article 5 de l'avant-projet de loi "modifiant la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle et modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux" (avis 33.980/2, donné ce jour).

5. Cette disposition reste silencieuse sur l'exercice des droits de la défense du condamné interné lorsque la commission statue sur une libération sous conditions ou sur une libération définitive ou encore lorsque la commission de libération conditionnelle statue sur une libération conditionnelle résultant d'une libération définitive au sens de l'article 24 de l'avant-projet.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, la disposition doit être précisée sur ce point.

Article 36

1. Aux paragraphes 1^{er} et 2, il est fait référence à l'article 30 de l'avant-projet, alors que celui-ci concerne les victimes. Dans un souci de simplification, il y aurait lieu de ne viser aucune disposition de l'avant-projet en particulier, mais de s'en tenir "aux personnes internées en vertu de la présente loi, dans un établissement de défense sociale ou dans une section de défense sociale d'une prison".

2. Au paragraphe 2, il est prévu que "les frais découlant de la prise en charge thérapeutique, des soins et de la réinsertion sociale des personnes internées (...) dans un service psychiatrique apte à prendre les mesures de sécurité nécessaires et à dispenser les soins appropriés, sont à charge de l'Etat, dans les conditions fixées par le Roi".

Si l'Etat fédéral doit en effet assumer de tels frais qui résultent de l'exécution de décisions judiciaires, le Conseil d'Etat s'interroge néanmoins sur les conditions de la prise en charge de ces frais qui seront arrêtées par le Roi. Une telle habilitation pourrait en effet permettre au Roi de limiter l'intervention de l'Etat jusqu'à un certain pourcentage de sorte que les communautés ou les régions devraient suppléer pour la partie restante.

Il conviendrait dans un tel cas qu'un accord de coopération intervienne pour régler cet aspect de l'internement des délinquants atteints de troubles mentaux, comme il a déjà été souligné à propos de l'article 14, § 2, de l'avant-projet.

.../...

Article 37

Cette disposition apporte certaines modifications à des textes de loi distincts.

Selon les règles de légistique formelle ⁽²⁵⁾, chaque modification, pour autant qu'elle concerne une loi distincte, doit faire l'objet d'une disposition particulière. Ainsi l'article 37 de l'avant-projet doit être consacré à la modification de l'article 71 du Code pénal, l'article 38 de l'avant-projet doit être relatif à la modification de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, l'article 39 de l'avant-projet sera relatif aux modifications apportées au Code civil et l'article 40 de l'avant-projet portera sur la modification de la loi du 23 mai 1990 sur le transfert inter-étatique des personnes condamnées.

Les phrases liminaires doivent être rédigées en tenant compte des modifications que ces différentes dispositions ont subies et qui sont encore en vigueur.

Article 38

(devenant l'article 41)

Le paragraphe 1^{er} reproduit l'article 488bis-A du Code civil. Il serait dès lors plus correct sur le plan légistique d'insérer directement dans cette disposition, la notion d'interné.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, le paragraphe 2 n'a pas une portée normative et doit être omis.

⁽²⁵⁾ Voir Légistique formelle - Recommandations et formules (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Article 40
(devenant l'article 43)

Cette disposition modifie l'intitulé de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964. Mieux vaut insérer cette disposition dans le Chapitre II de l'avant-projet consacré aux dispositions modificatives.

Par ailleurs, selon l'article 39 de l'avant-projet (devenant l'article 42), cette loi est abrogée sauf pour ce qui concerne le chapitre VII. Il serait dès lors souhaitable de restructurer ce morceau de loi en adaptant sa numérotation.

Article 41
(devenant l'article 44)

Comme en a convenu la déléguée du ministre, le fixant en vigueur doit être rédigé de manière plus simple. Il est en effet évident que le présent projet ne pourra entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur du second projet de loi qui le complète.

Par ailleurs, le texte en projet repose également sur des dispositions du projet de loi "relatif au renforcement du contrôle des détenus condamnés qui quittent la prison, à l'amélioration du statut de la victime quand l'auteur quitte la prison et à l'optimisation de la capacité carcérale".

Il est dès lors proposé de rédiger le fixant en vigueur en habilitant le Roi à déterminer la date d'entrée en vigueur du présent avant-projet de loi, quitte à prévoir une date limite dans le temps.

Observation finale

La loi en projet n'est assortie d'aucune disposition transitoire alors que de nouvelles procédures vont être mises en oeuvre, notamment pour l'examen des dossiers d'internement.

Qu'advient-il des procédures en cours et du transfert des dossiers des commissions de défense sociale vers les commissions de libération conditionnelle des condamnés et de suivi des internés ?

Il serait souhaitable de compléter l'avant-projet par des dispositions transitoires qui assureront le passage de l'ancien régime vers le nouveau.

Observations de forme

Certaines dispositions de la version néerlandaise de l'avant-projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte ou observations suivantes :

Titre II

L'intitulé du titre II doit être rédigé comme suit : "Bevoegdheden van de commissies die oordelen over geïnterneerden."

Article 13

Le mot "zetelt" doit être remplacé par les mots "houdt ... zitting". Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour l'ensemble de l'avant-projet.

Au début de la première phrase, il convient donc d'écrire "Onverminderd de mogelijkheid (...) op een plaats (...) houdt de commissie (...) gewoonlijk zitting ...".

Article 14

Au paragraphe 3, in fine, il convient d'écrire "in kracht van gewijsde is gegaan".

.../...

Article 17

Au paragraphe 1^{er}, le mot "toelating" doit être remplacé chaque fois par le mot "toestemming".

Article 24

La dernière phrase du paragraphe 1^{er} doit être rédigée comme suit: "De beslissing wordt met redenen omkleed."

Au paragraphe 4, il y a lieu d'écrire " (...) kan het eerst opnieuw worden ingediend (...)".

Article 26

A l'alinéa 3, il convient d'écrire "Het beroep heeft schorsende werking."

Article 27

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'écrire "kennisgeving" au lieu de "betekening".

Voorafgaande vormvoorschriften

Het voorontwerp van wet bevat een aantal bepalingen, waaronder artikel 4, § 1, derde lid, artikel 14, § 1, en artikel 36, die uitgaven voor de federale Staat met zich meebrengen. Overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, moet zulk een voorontwerp van wet eerst ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Minister van Begroting. Krachtens artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit is bovendien ook het advies van de inspecteur van financiën vereist.

Het advies van de inspecteur van financiën is op 19 september 2002 aan de Raad van State overgezonden. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting is ingekomen op 26 september 2002.

Algemene opmerkingen

1. Bij het voorontwerp van wet zit een memorie van toelichting die, voor verscheidene bepalingen van het ontwerp, verwijst naar de memorie van toelichting van het ontwerp dat uitgewerkt is door de heer Oscar Vandemeulebroeke (april 2001), emeritus advocaat-generaal en ondervoorzitter van de Commissie Internering ⁽¹⁾.

Op bepaalde punten wijkt het voorontwerp van wet echter af van de keuzes die gemaakt zijn in de tekst van de heer Vandemeulebroeke, zodat sommige toelichtingen niet meer overeenstemmen met de bepalingen van het voorliggende voorontwerp van wet, wat het lezen en het begrijpen van de tekst er niet gemakkelijker op maakt.

Bij het voorliggende voorontwerp van wet behoort een memorie van toelichting te worden gevoegd waarin duidelijk de strekking van iedere bepaling wordt weergegeven.

⁽¹⁾ Die commissie is geïnstalleerd door de heer Stefaan De Clerck, Minister van Justitie, op 23 september 1996 en officieel ingesteld bij een koninklijk besluit van 22 januari 1998.

2. Er rijzen vragen omtrent de rechtspositie van delinquenten met geestesstoornissen als zieke personen. De wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt heeft de rechten van laatstgenoemde vastgelegd. Worden die rechten ook toegekend aan delinquenten met een geestesziekte die een verplichte medische behandeling ondergaan ?

Zo wordt in artikel 2, 1°, van de genoemde wet van 22 augustus 2002 de "patiënt" gedefinieerd als de natuurlijke persoon aan wie gezondheidszorg wordt verstrekt, al dan niet op eigen verzoek; in artikel 3, § 1, staat het volgende "Deze wet is van toepassing op privaatrechtelijke en publiekrechtelijke rechtsverhoudingen inzake gezondheidszorg verstrekt door een beroepsbeoefenaar aan een patiënt".

Die bepalingen lijken delinquenten met geestesstoornissen die medische verzorging krijgen niet uit te sluiten van de werkingssfeer van de wet.

De vraag rijst of delinquenten met geestesstoornissen of hun vertegenwoordigers zich kunnen beroepen op bepaalde rechten die vastgelegd zijn in de genoemde wet van 22 augustus 2002, zoals bijvoorbeeld het recht op kwaliteitsvolle dienstverlening die beantwoordt aan de behoeften van de patiënt, met eerbiediging van zijn menselijke waardigheid en zijn zelfbeschikking en zonder enig onderscheid op welke grond ook (artikel 5 van de wet), het recht op vrije keuze van de beroepsbeoefenaar (artikel 6 van de wet), het recht om van de beroepsbeoefenaar alle hem betreffende informatie te ontvangen die nodig is om inzicht te krijgen in zijn gezondheidstoestand (artikel 7 van de wet), het recht om geïnformeerd, voorafgaandelijk en vrij toe te stemmen in iedere tussenkomst van de beroepsbeoefenaar en het recht om zijn toestemming voor een tussenkomst te weigeren of in te trekken (artikel 8 van de wet), het recht op inzage van zijn dossier, welk recht uitgeoefend mag worden door een vertrouwenspersoon die door de patiënt is aangewezen (artikel 9 van de wet), en het recht om een klacht in te dienen bij de bevoegde "ombudsfunctie" in verband met de uitoefening van zijn rechten (artikel 11 van de wet).

Sommige bepalingen van de genoemde wet van 22 augustus 2002 hebben betrekking op de meerderjarige die valt onder het statuut van verlengde minderjarigheid of onbekwaamverklaring (artikel 13 van de wet), of nog op de meerderjarige die niet in staat is die verschillende rechten zelf uit te oefenen en daartoe een vertegenwoordiger heeft aangewezen (artikel 14 van de wet).

Ter wille van de rechtszekerheid staat het aan de steller van het voorontwerp om duidelijk aan te geven welke bepalingen van de genoemde wet van 22 augustus 2002 wel of niet van toepassing zijn op delinquenten met geestesstoornissen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Luidens deze bepaling regelt het voorontwerp van wet "een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet".

Zoals de Raad van State reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, is niet alleen de "organisatie" maar ook de "bevoegdheid" van de hoven en rechtbanken evenals van de administratieve rechtbanken een aangelegenheid die door de beide kamers moet worden behandeld ⁽²⁾.

Het voorliggende voorontwerp bevat talrijke bepalingen die nu eens betrekking hebben op de bevoegdheden van de hoven en rechtbanken, dan weer op de bevoegdheden van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelde gedetineerden en de "opvolging" van geïnterneerden, die administratieve rechtbanken zijn. Zulke bepalingen vallen onder de parlementaire procedure bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

⁽²⁾ Zie in die zin de adviezen 24.111/AV en 24.594/AV, uitgebracht op 10 oktober 1995 over de voorontwerpen van wet die de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn geworden, en advies 25.877/2, uitgebracht op 12 februari 1997, over een voorontwerp van wet dat de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964, is geworden.

De kwalificatie van het voorliggende voorontwerp moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikel 2

1. In de Franse versie van het voorontwerp wordt het begrip "réinsertion" gebruikt. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de term "réintégration" dient te worden gebruikt, welke term overigens gebezigd wordt in de tekst van de heer Vandemeulebroeke, en die gebruikt wordt in de Nederlandse versie van het voorontwerp.

2. In de definitie van internering is er sprake van het begrip "zorgen". Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt echter dat het begrip te beperkt is en het eigenlijk hierom gaat dat aan de geïnterneerden een "behandeling" wordt verstrekt, die afgestemd is op hun geestelijke en fysieke toestand.

De woorden "de zorgen" moeten vervangen worden door de woorden "de behandeling". De gemachtigde van de minister gaat daarmee akkoord.

Artikel 3

1. De terminologie die gebruikt wordt in de Franse versie van deze bepaling van het voorontwerp verschilt van die gebruikt in artikel 3 van het ontwerp dat uitgewerkt is door de heer Vandemeulebroeke.

Er is bijvoorbeeld sprake van een geestesstoornis van een delinquent "qui a annihilé ou gravement altéré sa capacité de jugement ou de contrôle de ses actes", terwijl het in het ontwerp van de heer Vandemeulebroeke gaat over een geestesstoornis "qui a aboli ou gravement altéré sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actions".

Op de vraag naar het waarom van die terminologische wijzigingen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het om een vertaalprobleem gaat ⁽³⁾, en de tekst van de heer Vandemeulebroeke als uitgangspunt moet dienen.

De ontworpen tekst moet in die zin worden aangepast.

2. In het voorontwerp van wet is er sprake van een "multidisciplinair of residentieel, al dan niet collegiaal verricht psychiatrisch deskundigenonderzoek", zonder dat nader wordt omschreven wat die verschillende termen betekenen.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd is een "residentieel psychiatrisch deskundigenonderzoek" het onderzoek dat plaatsvindt wanneer iemand in observatie wordt genomen, onder meer in het kader van een voorlopige hechtenis.

Zulk een uitleg behoort in de bespreking van de bepaling te worden opgenomen, zodat de verschillende soorten psychiatrische deskundigenonderzoeken nader worden omschreven.

3. De psychiatrisch deskundigen die worden aangewezen door de rechterlijke instanties hebben ongetwijfeld de hoedanigheid van gerechtelijk deskundigen, met als gevolg dat alle gronden van wraking van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek op hen van toepassing zijn. Die precisering moet staan in de bespreking van de bepaling.

4. De Raad van State vraagt zich af wat de betekenis is van de woorden "recurrente geestesstoornis" in paragraaf 1, 3 ⁽⁴⁾. Volgens de gemachtigde van de minister

⁽³⁾ De gemachtigde van de minister heeft immers uitgelegd dat de aanpassingen aangebracht zijn in de in het Nederlands vertaalde versie van de tekst die is uitgewerkt door de heer Vandemeulebroeke, welke versie vervolgens opnieuw in het Frans is vertaald.

⁽⁴⁾ De opsomming moet geschieden met 1°, 2°, enz.
In de Franse tekst ontbreekt de nummering 1°.

gaat het om een stoornis die enige tijd kan verdwijnen, maar op andere tijdstippen kan terugkomen.

Gezien deze uitleg moet de formulering van die derde voorwaarde worden herzien. Het is immers zeer goed mogelijk dat de geestesstoornis niet meer tot uiting komt op het tijdstip van het psychiatrisch deskundigenonderzoek, maar in andere omstandigheden weer opduikt.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat onderdeel 3 (dat 3° wordt) als volgt moet worden gesteld :

"3° door middel van het deskundigenonderzoek uitmaken of de delinquent door de geestesstoornis waaraan hij lijdt in staat is nieuwe misdrijven te plegen;"

5. In paragraaf 1, 4 (dat 4° wordt) moet het woord "genezen" vervallen, overeenkomstig opmerking 2, gemaakt bij artikel 2.

6. In de Franse versie van paragraaf 2 moeten de woorden "les instances judiciaires" vervangen worden door de woorden "les autorités judiciaires", die reeds gebruikt worden in paragraaf 1 van de bepaling.

Artikel 4

1. Paragraaf 2 bepaalt het volgende : "Tijdens de observatie, die vier maanden niet te boven mag gaan, wordt de delinquent in hechtenis gehouden op grond van de bepalingen van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis".

In de bespreking van die bepaling wordt verwezen naar de bespreking van artikel 4 van het ontwerp van de heer Vandemeulebroeke, luidens welke observatie niet langer beschouwd hoeft te worden als een "modaliteit" van het bevel tot aanhouding :

"Observatie is een grondig deskundigenonderzoek en niets meer.(...) Een bevel tot aanhouding moet waarschijnlijk nog altijd maandelijks worden bevestigd of gehandhaafd in geval van verwijzing, met als gevolg dat de opheffing van het

.../...

bevel tot aanhouding een einde maakt aan de observatie maar niet aan het deskundigenonderzoek. De observatie moet dus niet langer worden bevestigd met een bevel tot aanhouding maar eindigt wanneer de rechter ze niet meer nodig acht of na het verstrijken van de termijn van vier maanden. (...) observatie - die een volwaardige onderzoeksmaatregel is geworden - is niet meer op dezelfde wijze vatbaar voor beroep dan de andere deskundigenonderzoeken die de onderzoeksmagistraat gelast. Het openbaar ministerie, de verdediging, de burgerlijke partij kunnen zich niet langer ertegen verzetten, wat het onderzoek betreffende de zaak des te sneller zal doen verlopen."

Uit deze bespreking blijkt dat het in observatie nemen van een delinquent - in tegenstelling tot de aanwijzing van een psychiatrisch deskundige in enge zin - een begeleidende maatregel is bij een bevel tot aanhouding. Aan die maatregel moet een einde worden gemaakt indien het bevel tot aanhouding niet meer bevestigd wordt, de rechter van oordeel is dat de maatregel niet meer nodig is, of nog indien de termijn van vier maanden verstreken is.

In het dispositief moet duidelijk worden vermeld dat met de opheffing van het aanhoudingsbevel onmiddellijk een einde komt aan de observatie.

2. In paragraaf 1 van artikel 4 wordt verwezen naar "een toestand bedoeld in artikel 6" van het voorontwerp. In laatstgenoemd artikel worden de voorwaarden vastgesteld waaronder onderzoeksgerechten of vonnisgerechten de internering van een delinquent mogen gelasten. Artikel 4 van het voorontwerp betreft echter een onderzoek, zodat sommige voorwaarden bepaald in artikel 6 van het voorontwerp, dat ook betrekking heeft op vonnisgerechten, ongeschikt zijn. Zo bijvoorbeeld zou een onderzoeksrechter in de fase van het onderzoek kunnen beslissen dat een verdachte in observatie wordt genomen, terwijl hij niet noodzakelijk heeft aangetoond dat deze schuldig is. Ook het oorzakelijk verband tussen de geestesstoornis en de gepleegde feiten staat misschien nog niet vast op het tijdstip van het in observatie nemen. Die vindt juist plaats om na te gaan of de verdachte aan een geestesstoornis lijdt.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn te verwijzen naar de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het voorontwerp voor het uitvoeren van een psychiatrisch deskundigenonderzoek.

3. Paragraaf 1, tweede lid, gaat over de overbrenging van een delinquent voor observatie naar "een speciaal daartoe toegeruste afdeling tot bescherming van de maatschappij van een gevangenis".

In het derde lid staat dat "in uitzonderlijke omstandigheden (...) de bevoegde rechterlijke overheid de door de Koning erkende gesloten psychiatrische dienst (aanwijst) waarnaar de delinquent bij beschikking moet worden overgebracht om te worden geobserveerd".

Op de vraag wat het verschil is tussen de begrippen "afdeling tot bescherming van de maatschappij van een gevangenis" en "erkende gesloten psychiatrische dienst", heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het eerste begrip verwijst naar de vroegere psychiatrische afdelingen van de gevangenissen en het tweede slaat op private psychiatrische centra of psychiatrische centra die onder een gemeenschaps- of gewestoverheid ressorteren ⁽⁵⁾.

Wat de uitvoering van de maatregelen tot plaatsing in zulke instellingen betreft, verwijst de Raad van State wederom naar het arrest-Aerts van 30 juli 1998 van het Europees Hof voor de rechten van de mens en het verslag 2001 van het Europees Comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen (CPT).

4. De uitdrukking "uitzonderlijke omstandigheden" is zeer vaag en moet beter omschreven worden. Zo bijvoorbeeld rijst de vraag waarom sommige gevangenen niet in observatie genomen zullen worden in een afdeling tot bescherming van de maatschappij van een gevangenis, maar veeleer overgebracht worden naar een privé-instelling.

Volgens de gemachtigde van de minister kunnen de afdelingen tot bescherming van de maatschappij niet altijd in observatie nemen, enerzijds omdat de geestestoestand van de betrokkene kan vereisen dat bijzondere infrastructuur of een specifiek medisch team aanwezig is, en anderzijds omdat het aantal beschikbare plaatsen in de afdelingen tot bescherming van de maatschappij van de gevangenissen beperkt is.

⁽⁵⁾ Zie, wat betreft de kwestie van de verdeling van de bevoegdheden terzake over de federale Staat en de deelentiteiten, de opmerking gemaakt bij artikel 14.

In beginsel moet observatie als begeleidende maatregel bij een aanhoudingsbevel, die bijgevolg een vrijheidsbeneming inhoudt, plaatsvinden in een afdeling tot bescherming van de maatschappij beheerd door de overheid. Observatie in privé-centra is slechts gerechtvaardigd in uitzonderlijke gevallen en wegens de specialisatie van die centra, zoals blijkt uit het verslag van de heer Vandemeulebroeke.

De mogelijkheid aangehaald door de gemachtigde van de minister dat observatie in een privé-centrum in ieder geval gerechtvaardigd kan zijn wanneer er onvoldoende plaats is in de afdelingen tot bescherming van de maatschappij is onaanvaardbaar. De bepaling en de bespreking daarvan moeten dan ook grondig worden herzien.

5. In paragraaf 1, tweede lid, staat dat "de plaatsingsambtenaar (...), in de mate van het mogelijke rekening houdend met de aanwijzingen hieromtrent van de rechterlijke overheid, (aanduidt) [naar] welke afdeling tot bescherming van de maatschappij [de delinquent moet worden overgebracht]".

Op de vraag wat verstaan moet worden onder "plaatsingsambtenaar" heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat verwezen wordt naar het wetsontwerp "inzake de verscherping van de controle van veroordeelde gedetineerden die de gevangenis verlaten, inzake de verbetering van de positie van het slachtoffer wanneer de dader de gevangenis verlaat en inzake de optimalisering van de penitentiaire capaciteit" ⁽⁶⁾. Volgens de gemachtigde van de minister wil de steller van het voorontwerp ook een soort "nationaal quotum" invoeren voor de afdelingen tot bescherming van de maatschappij en aldus een overbevolking in die afdelingen voorkomen. De gemachtigde van de minister heeft overigens nog opgemerkt dat het voorliggende voorontwerp beter moet aansluiten bij het genoemde wetsontwerp.

In advies 31.511/2 van 8 oktober 2001 over het voornoemde wetsontwerp heeft de afdeling wetgeving zich uitgesproken over de vraag of een nationaal quotum dat de maximumcapaciteit van de gevangenissen omvat en lokale quota die de

⁽⁶⁾ Advies 31.511/2 van de Raad van State, uitgebracht op 8 oktober 2001 (Gedr. St. Kamer, zitting 2001-2002, nr. 1521/1).

maximumcapaciteit van de verschillende gevangenissen omvatten, verenigbaar zijn met de bestaande rechtsordening. In het advies staat het volgende:

"Hoewel in de realiteit rekening moet worden gehouden met de penitentiaire capaciteit, mag deze niet de hoeksteen worden van het repressief en penitentiair systeem, wil men het doel en de middelen van dit systeem niet door elkaar halen. De straf en de wijze waarop ze wordt uitgevoerd beantwoorden aan specifieke functies. Ze hebben niet tot doel de gevangenissen te vullen, noch ze te ledigen. Het aantal plaatsen in de gevangenissen moet met andere woorden worden aangepast aan de behoeften van het strafbeleid.

Het nationaal quotum mag niet tot doel hebben de Regering te ontslaan van de verplichting om de door de rechterlijke macht uitgesproken straffen uit te voeren, overeenkomstig artikel 40, tweede lid, van de Grondwet.

Het mag dus slechts een statistisch middel zijn om de Regering in de mogelijkheid te stellen met kennis van zaken een strafrechtelijk beleid goed te keuren. Het komt de wetgever bijgevolg niet toe die kwestie te regelen, daar hij zich zodoende zou inlaten met de prerogatieven die hetzelfde artikel 40, tweede lid, van de Grondwet, in de handen van de Koning legt."

Die opmerking moet ook hier worden gemaakt. Observatieprocedures die door rechterlijke instanties worden bevolen, mogen immers niet worden beperkt op de grond dat er te weinig plaats zou zijn in de gevangenisafdelingen tot bescherming van de maatschappij.

6. De gemachtigde van de minister heeft voorts opgemerkt dat de multidisciplinaire teams in de gevangenisafdelingen tot bescherming van de maatschappij in principe allemaal toegerust en in staat zullen zijn om de verschillende geestesstoornissen te bestuderen; geen enkele afdeling zal dus sterker gespecialiseerd zijn in de aanpak van bepaalde soorten delinquenten dan de andere. Bijgevolg moeten de woorden "in de mate van het mogelijke" vervallen.

Artikel 5

1. Paragraaf 2 van die bepaling biedt een delinquent die aan een psychiatrisch deskundigenonderzoek wordt onderworpen de mogelijkheid om de adviezen van een arts van zijn keuze over te zenden aan de gerechtelijk deskundigen. Die deskundigen dienen zich over die adviezen uit te spreken alvorens tot een conclusie te komen.

.../...

De ontworpen bepaling lijkt rekening te houden met de rechten van verdediging van de delinquent, maar preciseert niet wat die rechten inhouden. Zal de door de delinquent gekozen arts op de hoogte worden gebracht van de precieze strekking van het psychiatrisch deskundigenonderzoek of van de inobservatieneming van zijn patiënt ? Zal hij toegang krijgen tot het medisch dossier aangelegd door de deskundigen en zal hij hen onder meer kunnen ontmoeten om het medische verleden van betrokkene toe te lichten ?

Als die arts een uitvoerig medisch advies moet opstellen over een patiënt die aan een psychiatrisch deskundigenonderzoek wordt onderworpen, moet hij precieze kennis van het doel van dat onderzoek kunnen hebben.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het inderdaad de bedoeling is de rechten van verdediging van de in observatie genomen persoon in acht te nemen en dat er dus niets op tegen is dat de door die persoon gekozen arts op de hoogte wordt gebracht van de doelstellingen van de inobservatieneming en van de uitgevoerde medische onderzoeken.

Naast wat in algemene opmerking 2 is gezegd, moet de bepaling op dat punt worden aangevuld.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de adviezen van de arts die gekozen is door de delinquent die aan een psychiatrisch deskundigenonderzoek wordt onderworpen, niet tevens worden meegedeeld aan de rechterlijke instanties die het deskundigenonderzoek hebben bevolen.

Artikel 6

1. In artikel 6 van de tekst die wordt voorgesteld door de heer Vandemeulebroeke "kunnen" de onderzoeksgerechten en de vonnisgerechten de internering "gelasten" wanneer aan bepaalde voorwaarden is voldaan. In artikel 6, § 1, van het voorontwerp "gelasten" dezelfde gerechten de internering wanneer aan bepaalde voorwaarden is voldaan.

.../...

De commentaar bij deze bepaling luidt als volgt :

"Indien aan alle voorwaarden gesteld aan de internering voldaan is, is, in tegenstelling tot de wet van 1 juli 1964, het vonnis- of onderzoeksgerecht verplicht om de internering uit te spreken. De rechter beschikt in voorkomend geval niet langer over een beoordelingsbevoegdheid terzake."

De tekst doet twee vragen rijzen die door de steller van het voorontwerp onderzocht moeten worden. Enerzijds, door te verwijzen naar de delinquent "die een als misdaad of wanbedrijf omschreven feit heeft gepleegd", verplicht de tekst de rechter de internering uit te spreken wanneer aan de vijf voorwaarden is voldaan, zelfs al gaat het om feiten die niet zo ernstig zijn. Zou het niet normaal zijn dat de rechter in bepaalde gevallen, zoals bijvoorbeeld bij diefstal van kleine voorwerpen, over een beoordelingsbevoegdheid kan blijven beschikken en niet de internering behoeft uit te spreken ? Anderzijds kan het ook zo zijn dat een delinquent een feit begaan heeft dat als misdaad of wanbedrijf omschreven wordt op het ogenblik dat hij aan een geestesstoornis leed, maar dat zodra ze medisch behandeld is, deze stoornis geen reëel gevaar meer betekent voor de maatschappij. De internering zou als maatregel buiten verhouding kunnen staan tot de nagestreefde doelstelling, namelijk de bescherming van de maatschappij. Zoals de tekst thans is gesteld, beantwoordt deze niet aan dit geval.

De slotsom is dan ook dat de tekst behoort te worden herzien.

2. De Raad van State heeft vragen bij de situatie van de delinquent die op het ogenblik van de feiten aan een geestesstoornis lijdt die zijn onderscheidingsvermogen of de controle over zijn daden niet tenietgedaan heeft of ernstig heeft aangetast, maar die op het ogenblik van het vonnis aangetast is door zulk een geestesstoornis.

Volgens de gemachtigde van de minister zou deze delinquent strafrechtelijk veroordeeld moeten worden en zou de internering eventueel achteraf uitgesproken kunnen worden wanneer aan de voorwaarden van artikel 31 van het voorontwerp voldaan is.

Op dat standpunt is niet alleen kritiek geleverd in de rechtsleer ⁽⁷⁾, maar het lijkt ook niet overeen te stemmen met de bepalingen van de internationale instrumenten die de bescherming van de fundamentele rechten garanderen. Een persoon gevangen zetten wiens geestestoestand een medische behandeling vereist die hem niet kan worden verleend in een strafinrichting zou namelijk beschouwd kunnen worden als onverenigbaar met zowel artikel 3 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, waarin wordt bepaald dat "niemand mag worden onderworpen aan foltering en noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen" ⁽⁸⁾, als met artikel 10, lid 1, van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, krachtens welk artikel "allen die van hun vrijheid zijn beroofd dienen te worden behandeld met menselijkheid en met eerbied voor de inherente waardigheid van de menselijke persoon" ⁽⁹⁾.

3. In paragraaf 1 wordt als voorwaarde voor de internering bepaald dat de delinquent "een misdaad of wanbedrijf" zou gepleegd hebben. In artikel 6 van de tekst die wordt voorgesteld door de heer Vandemeulebroeke wordt gesproken van een delinquent die "een als misdaad of wanbedrijf omschreven feit" heeft gepleegd, welke terminologie rechtstreeks ontleend is aan artikel 7, eerste lid, van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten.

⁽⁷⁾ F. Tulkens - M. van de Kerkhove, Introduction au droit pénal, Story-Scientia, 2^{de} uitgave, 1993, blz. 239.

⁽⁸⁾ Zaak Simon-Herald tegen Oostenrijk, Beroep nr. 4 340/69, beslissing van de Commissie, 2 februari 1971, Verz. 38, blz. 18.

⁽⁹⁾ De Commissie heeft reeds zeer vroeg in haar beslissing Ilse Koch het principe bevestigd dat hechtenis de betrokkene de garantie niet ontnemt van de rechten en vrijheden als omschreven in het Verdrag (Zaak nr. 1.270/61, beslissing van de Commissie 8 maart 1962, Annuaire 5, blz. 127). Bijgevolg kan volgens de beslissing-Kotälla een regelmatig opgelegde gevangenisstraf een probleem opleveren in het licht van artikel 3 door de wijze waarop ze wordt uitgevoerd (Zaak nr. 7.994/77, beslissing 6 mei 1978, DR 14, blz. 238) (F. Sudre, "Article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme", in "La Convention européenne des droits de l'homme - commentaire article par article", onder leiding van L.-E. Pettiti, E. Decaux en P.-H. Imbert, Economica, Parijs, 2de uitgave, 1999, blz. 162).

Volgens de gemachtigde van de minister wil de steller van het voorontwerp als "delinquent" aanmerken diegene die gehandeld heeft, ook al lijdt deze persoon aan een geestesstoornis.

Het gebruik, in artikel 2 van het voorontwerp, van het woord "veiligheidsmaatregel" om de internering te omschrijven, wijst er evenwel op dat het niet gaat om een straf in de strafrechtelijke zin van het woord.

Indien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om de geest van de voornoemde wet van 9 april 1930 veilig te stellen en dus een regeling te behouden die voorziet in de bescherming van de maatschappij, behoort met het oog op de samenhang en de rechtszekerheid, de terminologie bewaard te blijven die zulk een regeling steeds heeft gekenmerkt.

Paragraaf 1, eerste streepje, behoort te worden herzien wat dat punt betreft. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Artikel 7

1. Deze bepaling is gebaseerd op een hervorming die thans besproken wordt in het Parlement ⁽¹⁰⁾. Het betreft een wetsontwerp "tot wijziging van de bepalingen inzake de persoonlijke verschijning van de beklaagde en van het artikel 421 van het Wetboek van strafvordering"⁽¹¹⁾. Het onderhavige voorontwerp behoort dus in het licht van deze nieuwe bepalingen te worden beoordeeld. In paragraaf 2, tweede lid, wordt gesteld dat de raadkamer de persoonlijke verschijning kan bevelen, zonder dat tegen deze beslissing enig rechtsmiddel kan worden aangevoerd. Volgens het derde lid wordt, wanneer niet voldaan wordt aan deze beslissing, over de delinquent bij verstek geoordeeld.

De tekst houdt evenwel geen rekening met de omstandigheid dat persoonlijke verschijning een probleem kan opleveren wanneer de beschuldigde lijdt aan

⁽¹⁰⁾ Gedr. St. Kamer, zitting 2001-2002, nr. 1600/1.

⁽¹¹⁾ Advies 32.287/2, gegeven op 26 november 2001.

een bijzonder ernstige geestesstoornis. In zulk een geval zou een persoonlijke verschijning in zijn nadeel kunnen werken.

De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd dat het wenselijk zou zijn dat de persoonlijke verschijning afhankelijk gemaakt zou worden van een gunstig medisch advies, dat gegeven zou kunnen worden door de artsen die belast zijn met het psychiatrisch deskundigenonderzoek.

Wat dat punt betreft, moet de bepaling worden vervolledigd.

2. De tekst van het voorontwerp houdt geen rekening met het geval waarbij de beklaagde niet persoonlijk verschijnt, noch zich door een advocaat laat vertegenwoordigen, terwijl hij op de inleidende zitting hetzij zelf aanwezig was, hetzij vertegenwoordigd was door zijn advocaat. Volgens de nieuwe bepalingen van het Wetboek van Strafvordering die in het Parlement besproken worden, wordt het vonnis aldus geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

Die bepaling van het voorontwerp moet worden afgestemd op dat wetsontwerp.

3. De vraag rijst in welke mate het psychiatrisch deskundigenonderzoek op tegenspraak gevoerd moet worden. Immers, met betrekking tot de internering van een delinquent moeten de onderzoeksgerechten uitspraak doen ten gronde. Hetzelfde geldt a fortiori voor de vonnisgerechten waarvan - ongetwijfeld door een onachtzaamheid - geen sprake is in paragraaf 4 van de onderzochte bepaling.

Naar aanleiding van verschillende prejudiciële vragen heeft het Arbitragehof een uitspraak gedaan over de toepassing van het beginsel van de behandeling op tegenspraak op deskundigenonderzoeken gelast door een strafrechter.

In een arrest nr. 24/97 van 30 april 1997 heeft het Hof geoordeeld dat deskundigenonderzoeken, zowel in strafzaken als in burgerlijke zaken, die bevolen zijn

.../...

door de strafrechter handelend in de hoedanigheid van bodemrechter ⁽¹²⁾, op tegenspraak moeten worden gevoerd ⁽¹³⁾.

In verband met de toepasselijke regels verwijst het Hof naar artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek krachtens hetwelk de bepalingen van dat Wetboek ⁽¹⁴⁾ van toepassing zijn op alle rechtsplegingen, uitgezonderd onverenigbare wetsbepalingen of rechtsbeginselen :

"Artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek verzet er zich tegen dat onder meer de bepalingen die, in dat Wetboek, over het akkoord tussen partijen handelen of sommige gevolgen afhankelijk stellen van het initiatief van de partijen, zouden worden toegepast in strafzaken, waarin de wilsautonomie van de privé-personen geen plaats heeft. Maar op gevaar af aan dat artikel 2 voorbij te gaan, volstaat de omstandigheid dat het gerecht dat het deskundigenonderzoek heeft bevolen, een strafgerecht is, niet om niet van toepassing te maken, onder de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die de tegenspraak verzekeren, die waarvan de toepassing met de beginselen van de strafwetgeving bestaanbaar is : er bestaan geen wetsbepalingen die het door een strafrechter bevolen deskundigenonderzoek beheersen, die de toepassing op dat deskundigenonderzoek van alle bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die het contradictoir karakter van het deskundigenonderzoek in burgerlijke zaken waarborgen, zouden verbieden of onmogelijk maken; er bestaan evenmin rechtsbeginselen die de toepassing van al die bepalingen op het deskundigenonderzoek dat door een strafrechter wordt bevolen, zouden uitsluiten." ⁽¹⁵⁾.

Uit die rechtspraak vloeit voort dat het psychiatrisch deskundigenonderzoek moet voldoen aan alle vereisten van de behandeling op tegenspraak, aangezien deze bevolen wordt door een onderzoeksgerecht dat ten gronde uitspraak doet of door een vonnisgerecht.

Overigens, wanneer het deskundigenonderzoek bevolen wordt door de onderzoeksrechter in het kader van inobservatieneming, met andere woorden als

⁽¹²⁾ Een van de prejudiciële vragen die onderzocht zijn door het Hof is inzonderheid gesteld door de raadkamer van de correctionele rechtbank van Namen, die, nadat deze de internering van een persoon had bevolen, uitspraak heeft gedaan over de burgerlijke belangen.

⁽¹³⁾ A. Sadzot, "Observations sous Cass. 24 juin 1998 - le caractère contradictoire des expertises aux différents stades de la procédure pénale : derniers rebondissements", J.L.M.B., 1998, blz. 1288 tot 1294.

⁽¹⁴⁾ Zie inzonderheid de artikelen 962 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

⁽¹⁵⁾ Considerens B.8.

onderzoeksmaatregel, impliceert de naleving van de rechten van verdediging op zijn minst dat de psychiatrisch deskundige achteraf gehoord kan worden op de zitting van het vonnisgerecht of het onderzoeksgerecht dat ten gronde uitspraak doet, indien een van de partijen erom verzoekt ⁽¹⁶⁾.

Artikel 8

Net als artikel 7 van het voorontwerp verwijst ook deze bepaling naar bepaalde artikelen van het Wetboek van Strafvordering, die het punt van de herziening uitmaken die in het Parlement besproken wordt. Het onderzochte artikel moet dan ook in het licht van die nieuwe bepalingen beoordeeld worden.

Overigens wordt in paragraaf 2, tweede lid, verwezen naar de wet van 25 juli 1893 betreffende de verklaringen van hoger beroep of van voorziening in verbreking van de gedetineerde of geïnterneerde personen. Sommige bepalingen van deze wet zouden vanuit een terminologisch oogpunt moeten worden aangepast.

Artikel 9

Deze bepaling heeft betrekking op de aanvullende vragen die gesteld moeten worden aan de leden van de jury van een hof van assisen in verband met de geestestoestand van de beschuldigde.

Een van de vragen is of de beschuldigde een misdaad of een wanbedrijf heeft gepleegd. In artikel 9 van de tekst die wordt voorgesteld door de heer Vandemeulebroeke is de vraag of de beschuldigde een "als misdaad of wanbedrijf omschreven feit" heeft gepleegd. In dat verband wordt verwezen naar opmerking 3 die gemaakt is onder artikel 6.

⁽¹⁶⁾ Zie arrest nr. 74/98 van het Arbitragehof van 24 juni 1998, naar luid waarvan de wetgever zonder het gelijkheidsbeginsel te schenden die optie kan mildereren en kan bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden een deskundigenonderzoek contradictoir moet zijn, zelfs in het stadium van het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek.

Hoofdstuk III - Kosten, teruggave en bijkomende straffen

Het opschrift van dit hoofdstuk verwijst naar "bijkomende straffen". Wat het begrip "straf" betreft, wordt verwezen naar opmerking 3, die gemaakt is onder artikel 6. Er zou beter verwezen worden naar bijkomende veiligheidsmaatregelen.

Artikel 14

1. In paragraaf 1, eerste lid, wordt gesteld dat internering kan plaatsvinden in een inrichting tot bescherming van de maatschappij van de federale Staat, wanneer de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelde gedetineerden en de opvolging van geïnterneerden dit beslist. Zoals de gemachtigde van de minister evenwel heeft gesteld, mag de commissie niet zelf deze inrichting aanwijzen, aangezien deze beslissing toekomt aan de plaatsingsambtenaar. De commissie mag hoogstens haar voorkeur te kennen geven voor een inrichting tot bescherming van de maatschappij, maar de plaatsingsambtenaar is niet gebonden door dat advies. Het hoofddoel van laatstgenoemde is te voorkomen dat naar bepaalde inrichtingen meer vraag is dan naar andere. Zijn rol bestaat er dus in de aanvragen om internering te coördineren volgens de beschikbare plaatsen.

In de bepaling wordt niet aangegeven volgens welke maatstaven de plaatsingsambtenaar zijn beslissingen zal nemen.

Het criterium beschikbare plaatsen is weliswaar belangrijk, maar mag in casu niet het enige criterium zijn. Daar het immers gaat om de internering van een geesteszieke delinquent kan de omgeving waar die internering plaatsvindt van belang zijn, net zoals de geografische nabijheid van die plaats ten opzichte van de woonplaats van zijn naaste verwanten. De vraag rijst of die plaatsingsambtenaar voldoende kennis heeft van de behoeften van de zieke in verband met de therapie die hij moet volgen.

Wat dit punt betreft, zou de onderzochte bepaling duidelijker moeten zijn.

2. Volgens paragraaf 1, tweede lid, kan de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelde gedetineerden en de opvolging van geïnterneerden onder bepaalde voorwaarden

"(...) de internering gelasten in een psychiatrische dienst, georganiseerd door privé-instellingen, door de Gemeenschappen of door de Gewesten, die geschikt is om de vereiste veiligheidsmaatregelen te treffen en de gepaste zorgen te verstrekken. De Koning bepaalt de bijzondere erkenningsvoorwaarden waaraan een dergelijke dienst moet voldoen, zulks zonder afbreuk te doen aan de normen en voorwaarden die krachtens de wet aan ziekenhuizen worden opgelegd. Hij bepaalt ook de voorwaarden waaronder de diensten erkend door de autoriteiten bevoegd voor het gezondheidsbeleid de geïnterneerden moeten opvangen.

De Koning bepaalt de wijze van voorlopige of definitieve intrekking van de erkenningen van de centra die niet aan de voorwaarden voldoen."

Gelet op de respectieve bevoegdheden van de federale Staat en de gemeenschappen, enerzijds inzake het strafrechtelijk beleid en anderzijds inzake het gezondheidsbeleid, behoren de deeltentiteiten betrokken te worden bij de verwezenlijking van deze hervorming middels een samenwerkingsakkoord.

De Koning vermag immers niet eenzijdig aan de gemeenschappen en de gewesten de erkenningsvoorwaarden voor psychiatrische centra op te leggen die onder hun bevoegdheid ressorteren.

Te dien einde behoort een onderscheid gemaakt te worden tussen enerzijds de psychiatrische diensten van ziekenhuizen en de psychiatrische ziekenhuizen, die vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat krachtens artikel 5, § 1, I, 1°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (organieke wetgeving) en anderzijds de psychiatrische diensten uit de privé-sector en de psychiatrische centra die ressorteren onder de gemeenschappen of het Waals Gewest⁽¹⁷⁾, waarvoor de deeltentiteiten

⁽¹⁷⁾ Het Waals Gewest is inzonderheid bevoegd voor de psychiatrische ziekenhuizen "Le Chêne aux Haies" te Bergen en "Les Marronniers" te Doornik, op grond van de overhevelingsdecreten die zijn uitgevaardigd krachtens artikel 138 van de Grondwet.

de erkenningsnormen kunnen bepalen krachtens hun principiële bevoegdheid inzake gezondheidsbeleid (artikel 5, § 1, I, 1°, van de voornoemde bijzondere wet) ⁽¹⁸⁾.

Doordat deze centra delinquenten met een geestesstoornis zullen opnemen, zullen aan hun infrastructuur bepaalde aanpassingen moeten worden doorgevoerd teneinde deze centra veilig te maken. De vraag rijst wie de kosten zal dragen die aldus door die centra gemaakt zullen worden. Dezelfde vraag rijst voor de kosten van de medische behandeling van die personen ⁽¹⁹⁾.

Hieromtrent om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister toegegeven dat de Koning zulke verplichtingen niet eenzijdig vermag op te leggen aan de deelentiteiten.

Een samenwerkingsakkoord lijkt absoluut noodzakelijk, zoals dit ook het geval was bij het zorgen voor de medische en therapeutische begeleiding van daders van seksueel misbruik die inzonderheid in aanmerking kwamen voor een voorwaardelijke invrijheidstelling ⁽²⁰⁾.

Wat dit punt betreft, behoort de bepaling van het voorontwerp grondig herzien te worden.

⁽¹⁸⁾ Aldus blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen dat "Inzake extramurale zorgenbeleid (...) de Gemeenschap o.m. bevoegd (is) voor (...) c) de diensten voor geestelijke gezondheidszorg met inbegrip van de natuur. Deze aangelegenheid wordt thans geregeld door het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de diensten voor geestelijke gezondheidszorg" (Gedr. St. Senaat, zitting 1979-1980, nr. 434/2, blz. 124).

⁽¹⁹⁾ Wat dit laatste punt betreft, wordt verwezen naar de opmerking die geformuleerd is onder artikel 36, § 2.

⁽²⁰⁾ Zie de samenwerkingsakkoorden tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap van 8 oktober 1998 (Belgisch Staatsblad van 11 september 1999), tussen de federale Staat en het Waals Gewest van dezelfde datum en tussen de federale Staat en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1999 (Belgisch Staatsblad van 26 juli 2000).

3. Paragraaf 1, tweede lid, begint met de woorden : "Behoudens voor geïnterneerden die tevens een hoofdgevangenisstraf van tien jaar of meer of een criminele straf ondergaan". Op de vraag wat met die woorden wordt bedoeld, heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat geïnterneerden die onder voorwaarden of definitief in vrijheid zijn gesteld en tijdens die invrijheidstelling een wanbedrijf of een misdaad begaan waarop een hoofdgevangenisstraf van op zijn minst 10 jaar of een criminele straf staat, niet kunnen worden geïnterneerd in een erkende psychiatrische dienst. Ze kunnen alleen worden opgenomen door een inrichting tot bescherming van de maatschappij, als ze opnieuw geïnterneerd worden.

Die bedoeling blijkt noch uit de ontworpen tekst, noch uit de memorie van toelichting.

Zo'n uitzondering hoort bovendien niet thuis in de onderzochte bepaling. Het zou beter zijn ze op te nemen in de hoofdstukken inzake invrijheidstelling.

Ook is het niet logisch te verwijzen naar een gevangenisstraf van tien jaar of meer of naar een criminele straf, aangezien die vijf jaar kan bedragen, onder meer voor opsluiting.

Tot slot wordt de steller van het voorontwerp erop attent gemaakt dat die bepaling in het licht van de artikelen 3 en 5 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden slechts aanvaardbaar is als geïnterneerden die niet kunnen worden overgeheveld naar een erkende psychiatrische dienst, toch de vereiste behandeling krijgen in een inrichting tot bescherming van de maatschappij, behorende tot de federale Staat. Wat geschiedt er als slechts één erkende psychiatrische dienst de geschikte medische behandeling kan bieden ⁽²¹⁾ ?

4. In paragraaf 2 is sprake "van een dienst gespecialiseerd in de uitvoering van klinisch interdisciplinair gevalsonderzoek". Op de vraag wat met die woorden wordt bedoeld, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het onder meer gaat om het Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum, ingesteld bij koninklijk besluit van

⁽²¹⁾ Vergelijk in dat verband met artikel 4, § 1, derde lid, en de opmerkingen die daarover zijn gemaakt.

19 april 1999. Hoewel dat centrum nog niet geïnstalleerd is, blijkt uit de informatie van de gemachtigde van de minister dat dit binnenkort het geval zal zijn.

Noch in de memorie van toelichting, noch in de bepaling staat hoe die gespecialiseerde diensten of de eventuele deskundige te werk zullen gaan om de commissie weloverwogen adviezen te geven over de meest geschikte plaats tot internering van een geesteszieke.

Die punten moeten op zijn minst in de memorie van toelichting worden verduidelijkt.

5. Volgens artikel 14, § 3, van het voorontwerp "(neemt) de commissie (...) een beslissing over de plaatsing binnen een maand volgend op de dag van het vonnis of arrest, indien de onmiddellijke internering werd gelast, of volgend op de dag waarop het vonnis of arrest in kracht van gewijsde is getreden."

De Raad van State maakt de steller van het voorontwerp attent op de eventuele gevolgen van niet-naleving van de termijnen in het licht van artikel 5, § 1, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

In de voormelde zaak-Aerts heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens België onder meer veroordeeld omdat het een beslissing van de commissie tot bescherming van de maatschappij, waarbij werd bevolen om betrokkene te interneren in een inrichting tot bescherming van de maatschappij, niet tijdig heeft uitgevoerd en omdat het betrokkene in een psychiatrische afdeling van een gevangenis heeft gelaten, die niet aangepast was aan zijn therapeutische behoeften ⁽²²⁾.

⁽²²⁾ Zie arrest-Aerts van 30 juli 1998 waarin staat: "Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas contesté que la prise en charge du requérant à Lantin avait laissé à désirer d'un point de vue thérapeutique. Il y a donc eu rupture du lien entre le but de la détention et les conditions dans lesquelles celle-ci a eu lieu."

Artikel 15

1. Artikel 15 is in tegenspraak met artikel 14, § 1, doordat het de plaatsingsambtenaar niet alleen beslissingsbevoegdheid verleent omtrent de keuze van de federale overheidsinrichting waar de delinquent naartoe wordt gestuurd, maar ook omtrent het principe zelf van de overplaatsing naar een inrichting van dat type.

2. Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt :

"Ingeval de veiligheid zulks vereist, kan de minister van Justitie (...) ook de voorlopige overbrenging van een geïnterneerde naar een inrichting tot bescherming van de maatschappij of een afdeling tot bescherming van de maatschappij van een gevangenis gelasten. Hij stelt de commissie daarvan onmiddellijk in kennis."

In die bepaling wordt niets gezegd over de vraag of de commissie bevoegd is om die beslissing van de Minister van Justitie te toetsen.

Volgens de gemachtigde van de minister zouden het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 moeten worden samengevoegd, zodat de voorzitter van de commissie overplaatsing niet alleen kan gelasten in spoedeisende gevallen, maar ook op verzoek van de Minister van Justitie wanneer de veiligheid dat bovendien vereist. In die beide gevallen zouden de beslissingen van de voorzitter vervolgens worden voorgelegd aan de commissie, die zou kunnen beoordelen of die nieuwe internering in overeenstemming is met de therapeutische en medische vereisten zoals die uit het dossier van betrokkene blijken.

De ontworpen bepaling moet op basis van die opmerking worden herzien.

Artikel 16

1. Volgens die bepaling hoort de commissie waarbij een internerings- of overplaatsingsdossier aanhangig is de procureur des Konings, de geïnterneerde, zijn advocaat en de arts van zijn keuze. In tegenstelling met artikel 18 van de tekst die de heer Vandemeulebroeke heeft voorgesteld, voorziet die bepaling niet in het horen van de arts die de patiënt begeleidt of hem aan een psychiatrisch deskundigenonderzoek heeft

.../...

onderworpen, noch in het horen van de directeur van de inrichting waarin de betrokkene voorlopig is geïnterneerd.

Volgens de gemachtigde van de minister gaat het om een nalatigheid en moet de tekst in die zin worden aangevuld.

2. Uit de redactie van het vierde lid zou kunnen worden opgemaakt dat de secretaris van de commissie stemgerechtigd is. Volgens de gemachtigde van de minister is dat niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp.

De bepaling moet op dat punt worden herzien.

Artikel 18

Wanneer de commissie een geïnterneerde toestemming geeft om een inrichting te verlaten, bijvoorbeeld wegens verlof of een uitgangsvergunning, moet ze dat meedelen aan de lokale politie, alsook aan het openbaar ministerie van de plaats waar de maatregel wordt uitgevoerd.

Als bepaalde voorwaarden aan de maatregel zijn verbonden en als de commissie van oordeel is dat erop moet worden toegezien dat aan die voorwaarden wordt voldaan, moet ze bovendien de ambtenaar van de federale overheidsdienst Justitie op de hoogte brengen.

Op de vraag welke taak de lokale politie en de genoemde ambtenaar respectievelijk hebben, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat de lokale politie in een betere positie verkeert om na te gaan of betrokkene drankgelegenheden bezoekt of verdovende middelen aanschaft; de ambtenaar heeft onder meer tot taak na te gaan of betrokkene naar de arts gaat die hem is toegewezen.

Volgens de gemachtigde van de minister gaat het in artikel 18, eerste lid, e), om andere voorwaarden dan in artikel 18, tweede lid.

De bepaling moet op dat punt duidelijker worden. In de bespreking van de bepaling moeten voorbeelden worden opgesomd van voorwaarden die zouden kunnen worden opgelegd aan een persoon die in aanmerking komt voor één van de maatregelen van artikel 17 van het voorontwerp.

Artikel 19

In dit artikel staat: "De commissie doet wanneer zulks nodig is en tenminste een maal per jaar navraag naar de toestand van de geïnterneerde, naar de voorwaarden gesteld aan zijn reïntegratie in de maatschappij en naar de daartoe aangewende middelen."

De vraag rijst of - los van het verzoek om invrijheidstelling genoemd in artikel 20 van het voorontwerp - een verzoek van de geïnterneerde of van zijn raadsman om de geestesgesteldheid na te gaan van de betrokkene die, bijvoorbeeld, een bepaalde therapeutische behandeling niet langer nodig heeft, rechtstreeks aan de commissie mag worden gericht.

In de bepaling lijkt niet aan die mogelijkheid te zijn gedacht.

Volgens de gemachtigde van de minister moet de bepaling in die zin worden aangevuld.

Artikel 20

1. Paragraaf 2 beoogt de uitwerking van een "programma inzake behandeling en reïntegratie in de maatschappij" door de geïnterneerde of zijn advocaat wanneer deze om invrijheidstelling onder voorwaarden verzoekt.

In de bepaling wordt evenwel niet gepreciseerd wat de strekking van dat programma is, noch welke gegevens het moet bevatten. De bepaling zou op dat punt moeten worden verduidelijkt om ervoor te zorgen dat elk verzoek om invrijheidstelling onder voorwaarden op dezelfde manier wordt behandeld.

De gemachtigde van de minister heeft in dat verband uitgelegd dat de Koning in die bepaling zou moeten worden gemachtigd om het model van het programma vast te stellen.

2. Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat de geïnterneerde voor de uitwerking van dat programma ook "een beroep (kan) doen op een persoon of een dienst van zijn keuze", zonder dat hij een beroep hoeft te doen op een arts.

De gemachtigde van de minister heeft uitgelegd dat het verkieslijk zou zijn dat het programma wordt uitgewerkt met medewerking van een arts of een medische dienst.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

3. In paragraaf 2, derde lid, wordt de commissie verzocht "het advies (...) van de bevoegde dienst van de federale overheidsdienst Justitie of van de psychiatrische dienst" in te winnen.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, moet het gaan om een "erkende" psychiatrische dienst.

Voorts zou in die bepaling moeten worden verduidelijkt hoe dat advies zal worden ingewonnen. Zullen die diensten toegang krijgen tot het medisch dossier van de betrokkene en zullen ze betrokkene kunnen ontmoeten ?

De bepaling moet op dat punt worden verduidelijkt.

4. Paragraaf 3 machtigt de voorzitter van de commissie om "in spoedeisende gevallen" de invrijheidstelling onder voorwaarden van de geïnterneerde te gelasten, zonder dat hij het advies hoeft in te winnen van de arts die de geïnterneerde begeleidt.

Op de vraag wat met "spoedeisende gevallen" wordt bedoeld, heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat dit begrip slaat op geïnterneerden die niet lang meer te leven hebben en die wegens hun toestand in een aangepaste medische dienst (bijvoorbeeld intensieve zorg of palliatieve zorg) behoren te worden opgenomen. Gelet op die uitleg zijn de woorden "in spoedeisende gevallen" niet adequaat.

De uitleg van de gemachtigde van de minister zou bovendien in de bespreking van de bepaling moeten worden opgenomen om ervoor te zorgen dat die procedure een uitzondering blijft. Aangezien de invrijheidstelling onder voorwaarden hier voornamelijk op medische redenen steunt, zou het daarenboven wenselijk zijn dat het advies van de arts die de betrokkene begeleidt in aanmerking wordt genomen door de voorzitter van de commissie.

Daar in het bewuste geval niet hoeft te worden voldaan aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 1, zou het voorts goed zijn dat de tekst van paragraaf 3 in een afzonderlijke bepaling komt.

5. In paragraaf 5 is sprake van een "dienst gespecialiseerd in de uitvoering van klinisch interdisciplinair gevalsonderzoek". In dat verband wordt verwezen naar opmerking 4 onder artikel 14.

6. Krachtens paragraaf 6 kan eerst een nieuw verzoek tot invrijheidstelling onder voorwaarden worden ingediend als zes maanden verstreken zijn sinds het eerste verzoek is afgewezen. Zou die termijn niet moeten kunnen worden ingekort om medische redenen, op verzoek van betrokkene of zijn vertegenwoordiger? Voorts rijst de vraag of zo'n termijn verenigbaar is met de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens, luidens welke artikel 5, lid 4, van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden inhoudt dat rechtscolleges binnen een

redelijke termijn uitspraak moeten doen over de vraag of de detentie van een geesteszieke wettig is ⁽²³⁾.

Artikel 21

1. Krachtens die bepaling is de commissie gemachtigd om voorwaarden te verbinden aan de invrijheidstelling van de geïnterneerde. In de tekst wordt evenwel niet gepreciseerd om welk soort voorwaarden het gaat.

Volgens de gemachtigde van de minister gaat het om een waaier van voorwaarden. Sommige hebben betrekking op de medische follow-up van de betrokkene, andere kunnen te maken hebben met zijn herintrede in het arbeidsproces, zijn leefklimaat alsook de inachtneming van een soort "toezicht" dat de commissie op hem uitoefent.

Gelet op het belang van deze voorwaarden, moeten de verschillende soorten voorwaarden die aan de betrokkene kunnen worden opgelegd duidelijker worden aangegeven in de artikelsgewijze bespreking van de bepaling.

In paragraaf 1, tweede lid, dient alleen naar de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek te worden verwezen.

⁽²³⁾ In zijn arrest-Winterwerp van 24 oktober 1979 tegen Nederland heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens geoordeeld:

"La détention d'un aliéné forme une catégorie spécifique et soulève des problèmes propres. En particulier, les motifs la justifiant à l'origine peuvent cesser d'exister ... on méconnaîtrait le but et l'objet de l'article 5 si l'on interprétait le paragraphe 4 comme exemptant en l'occurrence la détention de tout contrôle ultérieur de légalité pour peu qu'un tribunal ait pris la décision initiale. Par nature, la privation de liberté dont il s'agit paraît appeler la possibilité de semblable contrôle, à exercer à des intervalles raisonnables.

En vertu de l'article 5, § 4, un aliéné détenu dans un établissement psychiatrique pour une durée illimitée ou prolongée a donc en principe le droit, au moins en l'absence de contrôle judiciaire périodique et automatique, d'introduire à des intervalles raisonnables un recours devant un tribunal pour contester la légalité - au sens de la Convention - de son internement, que ce dernier ait été prescrit par une juridiction civile ou pénale ou par une autre autorité."

In arrest-X van 5 november 1981 tegen het Verenigd Koninkrijk heeft het Hof overigens geoordeeld dat een termijn van zeven maanden te lang is.

.../...

2. Paragraaf 3, tweede lid, bepaalt dat de commissie een geschrift dient op te maken waarin de rechten en verplichtingen van alle betrokken partijen worden bepaald. Dat lid begint met de woorden "In dit geschrift worden inzonderheid bepaald". Het woord "inzonderheid" doet het vermoeden rijzen dat in dit document andere vermeldingen kunnen worden opgenomen.

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, dient de term "inzonderheid" te worden geschrapt. De inhoud van dat geschrift dient in de wet zelf te worden bepaald.

3. In de tekst wordt niet aangegeven of de betrokkene de inhoud van het geschrift ter discussie kan stellen.

Volgens de gemachtigde van de minister, moet het voorontwerp op dit punt worden aangevuld en moet worden bepaald dat de persoon die onder voorwaarden in vrijheid wordt gesteld of zijn vertegenwoordiger, de commissie kan vragen de voorwaarden van deze invrijheidstelling op proef opnieuw te onderzoeken.

Voorts zou voor de persoon of de dienst die voor de begeleiding of de behandeling moet zorgen, eveneens moeten worden voorzien in de mogelijkheid om de voorwaarden van de invrijheidstelling op proef aan te vechten als die niet meer aangepast zijn aan de ontwikkeling van de mentale en fysieke toestand van de betrokkene.

4. Paragraaf 3, tweede lid, 5°, verschaft zo goed als geen duidelijkheid omtrent de persoon of de dienst die zorgt voor de begeleiding van de persoon die op proef in vrijheid wordt gesteld, noch over de aard van de controle op de naleving van de voorwaarden die verbonden worden aan deze invrijheidstelling op proef. De tekst laat bepaalde vragen onbeantwoord : mag de commissie zich richten tot een vereniging zonder winstoogmerk die zich bezighoudt met de reïntegratie van marginalen ? Mag zij contacten leggen met personeel van een OCMW of van een dienst van een gemeenschap of een gewest ?

Artikel 22, § 2, van het voorontwerp stelt dat "de controle op de naleving van de voorwaarden en de begeleiding en steun met het oog op het ondervangen van het terugvalrisico gebeurt door een ambtenaar van de federale overheidsdienst Justitie, belast met de controle, (...)". Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de hoofdtaak van deze ambtenaar erin zal bestaan de persoon die op proef in vrijheid gesteld wordt van advies te dienen, hem te helpen bij zijn administratieve beslommeringen, onder meer bij het zoeken naar huisvesting of werk, en na te gaan of hij de geneeskundige onderzoeken ondergaat die hem worden opgelegd.

De federale Staat, het Waals Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hebben samenwerkingsakkoorden gesloten inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, waaronder reeds delinquenten met geestesstoornissen vallen.

In zijn arrest nr. 101/2001 van 13 juli 2001 heeft het Arbitragehof zich uitgesproken over beroepen tot nietigverklaring van regelgevende teksten houdende instemming met deze samenwerkingsakkoorden en heeft het geoordeeld dat uit de analyse van de inhoud van deze akkoorden

"(...) volgt dat het op het getouw gezette samenwerkingsbeleid voor de federale overheid geenszins een afstand inhoudt van haar exclusieve bevoegdheden op strafrechtelijk vlak, noch wat betreft seksuele delinquentie, noch inzake de uitvoering van de straffen. Die akkoorden wijzen immers geenszins de bevoegdheden van de federale overheid ten aanzien van de vaststelling van de misdrijven en de sancties in verband met seksueel misbruik, noch haar bevoegdheden in verband met de voorwaardelijke invrijheidstelling van de gedetineerde of nog inzake de bescherming van de maatschappij tegen abnormale en gewoontemisdadigers. De gespecialiseerde psychosociale teams die bij de betwiste akkoorden zijn opgericht in strafinrichtingen en instellingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij, blijven immers onder de exclusieve bevoegdheid van de Minister van Justitie. De steuncentra of de gespecialiseerde voorzieningen die onder het gezag vallen van de Vlaamse ministers die bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid of de bijstand aan personen, en de gespecialiseerde gezondheidsteams die onder de bevoegdheid vallen van de Waalse Minister van Gezondheid, kunnen slechts instaan voor de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksuele misdrijven, of, in voorkomend geval, een advies verlenen inzake diagnose en mogelijkheden van behandeling van de daders van seksuele misdrijven die zijn opgesloten of ten aanzien van wie een maatregel tot bescherming van de maatschappij is genomen. In dat geval moeten zij de bevoegdheden van de gespecialiseerde psychosociale teams in de strafinrichtingen en de instellingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij in acht nemen".

.../...

De steller van het voorontwerp wordt verzocht enerzijds te onderzoeken of dit voorontwerp wel verenigbaar is met de nadere regels voor de tenuitvoerlegging van de begeleiding en behandeling die geregeld worden door deze verschillende samenwerkingsakkoorden en anderzijds zich af te vragen of deze samenwerkingsakkoorden niet moeten worden uitgebreid tot de andere strafbare feiten waarvan in dit voorontwerp sprake is en die gepleegd worden door delinquenten met geestesstoornissen.

Artikel 22

1. In paragraaf 1 staat dat onder meer de lokale en de federale politie belast is met de controle op de naleving van de voorwaarden die verbonden worden aan de invrijheidstelling van de geïnterneerde. In dezelfde paragraaf wordt bepaald dat de commissie ertoe gehouden is de lokale politie en het openbaar ministerie van de plaats waar de betrokkene zich zal vestigen op de hoogte te brengen, maar is geen sprake van het op de hoogte brengen van de federale politie.

Welke rol zal de federale politie bij dit soort controle vervullen ?

2. In paragraaf 2 staat dat een ambtenaar van de federale overheidsdienst Justitie belast is met de controle op de naleving van de voorwaarden en "de begeleiding en steun met het oog op het opvangen van het terugvalrisico". Wat dit punt betreft, wordt verwezen naar opmerking 4 bij artikel 21.

3. Volgens paragraaf 3, vierde lid, kan "artikel 458 van het Strafwetboek niet worden ingeroepen tegen" degenen die zorgen voor de follow-up van de geïnterneerde en die aan de commissie gegevens verstrekken.

De tekst is dubbelzinnig, want hij lijkt te betekenen dat artikel 458 niet van toepassing is op de betrekkingen tussen de Commissie en de personen die zorgen voor de follow-up en de begeleiding van de geïnterneerde.

Uit een vergelijking van deze bepaling met artikel 9bis, vijfde lid, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie blijkt overigens dat

.../...

de verplichting tot kennisgeving die berust op de personen die belast zijn met de follow-up en de begeleiding van de veroordeelde ten opzichte van de probatiecommissie, er alleen in bestaat - benevens het verstrekken van de inlichtingen die vervat zijn in het schriftelijk verslag - de commissie op de hoogte te brengen als de begeleiding of behandeling is stopgezet. Hetzelfde geldt voor artikel 7 van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964, zoals dat artikel gewijzigd is bij de wet van 28 november 2000.

Op de vraag welk verschil dient te worden gemaakt tussen deze bepalingen, heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat de redactie van de tekst van het voorontwerp dient te worden afgestemd op die van de twee voormelde bestaande bepalingen.

Artikel 24

1. Dit artikel handelt over de definitieve invrijheidstelling van de geïnterneerde. In paragraaf 1, eerste lid, wordt als voorwaarde gesteld dat de geestesstoornis "voldoende verbeterd is en redelijkerwijze gesteld kan worden dat er geen gevaar meer bestaat voor het plegen van nieuwe misdrijven die in oorzakelijk verband staan met de geestesstoornis".

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, moet de bepaling worden herschreven.

Met het oog op een betere samenhang in geheel de tekst, inzonderheid een betere samenhang met artikel 20, § 1, dienen in de Franse versie de woorden "plus aucun danger" te worden vervangen door de woorden "plus aucun risque".

2. Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt dat "de commissie, (alvorens haar beslissing te nemen), alle nuttige gegevens in(wint) en (...) een dienst of persoon gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van geïnterneerden een evaluatie (laat)

.../...

verrichten van zijn geestestoestand en van de resultaten van de begeleiding en de behandeling waaraan hij onderworpen is geweest".

In deze bepaling wordt niets gepreciseerd over de hoedanigheid van de persoon die ermee belast is de geestestoestand van de geïnterneerde te evalueren, noch over de bevoegdheden waarover hij beschikt om deze evaluatie te doen (kan hij bijvoorbeeld de geïnterneerde rechtstreeks ontmoeten, of de geneesheren die hem hebben begeleid of nog zijn raadsman?). Wordt deze evaluatie medegedeeld aan de geïnterneerde of aan zijn raadsman?

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, moet het voorontwerp op deze verschillende punten worden verduidelijkt.

Daarenboven is de Franse versie van het derde lid van paragraaf 1 slecht gesteld en dient ze te worden herschreven.

3. Wat paragraaf 4 betreft, wordt verwezen naar opmerking 6 bij artikel 20.

Artikel 25

In het eerste lid wordt niet aangegeven op welke wijze de beslissingen van de commissie inzake invrijheidstelling worden medegedeeld, inzonderheid aan de advocaat van de betrokkene, terwijl in artikel 27, § 1, sprake is van "betekening" (lees : kennisgeving). Artikel 25 dient op dit punt te worden aangepast.

Artikel 26

Dit artikel heeft betrekking op het beroep dat de procureur des Konings bij de hoge commissie voor de opvolging van de geïnterneerden kan instellen tegendebeslissing tot invrijheidstelling van de geïnterneerde. De genoemde commissie kan over het beroep pas uitspraak doen na de geïnterneerde en zijn advocaat te hebben gehoord.

.../...

Deze bepaling biedt evenwel geen duidelijkheid omtrent de mogelijkheid voor deze commissie om de arts of artsen die de geïnterneerde hebben begeleid, te horen.

Wat dit punt betreft, wordt verwezen naar opmerking 1 bij artikel 16.

Artikel 30

1. Artikel 24 van het voorontwerp van de heer Vandemeulebroeke bepaalt dat de commissie de slachtoffers op hun verzoek kan horen, terwijl artikel 30 van het voorontwerp niet meer voorziet in deze mogelijkheid. Het openbaar ministerie zal er evenwel mee belast zijn de gegevens betreffende de bijzondere voorwaarden die in het belang van het slachtoffer kunnen worden opgelegd te verzamelen.

Op de vraag waarom van dat verhoor geen sprake is in het voorontwerp, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het niet wenselijk is het slachtoffer te confronteren met de delinquent met een geestesstoornis.

De Raad van State ziet niet de relevantie in van een zodanig antwoord, daar het slachtoffer zou kunnen worden gehoord in afwezigheid van de betrokkene, die door zijn raadsman zou kunnen worden vertegenwoordigd. Dat verhoor zou de commissie in staat stellen de vrees van het slachtoffer beter te begrijpen, alsmede de belangen die het beschermd wil zien.

Op heel wat punten steunt het onderhavige voorontwerp op de onderhavige voormelde wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling. De Raad van State vraagt zich mitsdien af waarom een soortgelijke bepaling als die van artikel 4, § 3, van deze wet niet wordt opgenomen in het onderzochte wetsontwerp. Het zou immers discriminerend kunnen lijken dat een slachtoffer van seksueel misbruik door een persoon die veroordeeld is tot een criminele gevangenisstraf, kan worden gehoord door de commissie die uitspraak doet over een verzoek tot voorwaardelijke invrijheidstelling, terwijl het slachtoffer zich niet tot de commissie kan richten indien de dader geïnterneerd is geweest.

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, dient, in deze beide gevallen, aan het slachtoffer het recht te worden gewaarborgd om te worden gehoord, ongeacht of de dader veroordeeld is geweest tot gevangenisstraf of tot internering. De bepaling van het voorontwerp moet bijgevolg worden herzien om ze af te stemmen op artikel 4, § 3, van de voornoemde wet van 5 maart 1998.

2. Paragraaf 1 heeft betrekking op de gegevens betreffende het slachtoffer, wanneer met toepassing van artikel 17, § 2, van het voorontwerp, de commissie de beslissing neemt om aan de geïnterneerde een uitgangsvergunning zonder begeleiding, verlof, halve vrijheid of verlengde afwezigheid toe te staan. Daaruit kan a contrario worden afgeleid dat de bepaling van paragraaf 1 van artikel 30 van het voorontwerp niet van toepassing is wanneer deze beslissing, in dringende gevallen, genomen wordt door de voorzitter van de commissie, zoals wordt bepaald in datzelfde artikel 17, § 2. De steller van het voorontwerp wordt verzocht dat verschil te rechtvaardigen.

Artikel 32

1. Volgens deze bepaling moet de commissie zes maanden vóór het verstrijken van de duur van de straf van de geïnterneerde veroordeelde diens geestestoestand evalueren. Er wordt niets in gepreciseerd over de nadere regels voor deze evaluatie. Is het de commissie zelf die deze evaluatie zal doen, terwijl bij artikel 24, § 1, tweede lid, van het voorontwerp deze taak wordt toevertrouwd aan "een dienst of persoon gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van geïnterneerden" ?

Volgens de gemachtigde van de minister kan de commissie artikel 24, § 1, tweede lid, van het voorontwerp toepassen. De bepaling dient in die zin te worden aangevuld.

De Raad van State plaatst overigens vraagtekens bij de procedureregels die in acht moeten worden genomen bij deze evaluatie en wanneer de commissie het resultaat ervan zal beoordelen. Waarom mag de geïnterneerde zich niet laten bijstaan door de arts van zijn keuze ?

Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, moet de bepaling op deze punten worden herzien.

2. Kunnen de geïnterneerde veroordeelde en zijn advocaat inzage nemen van het met redenen omklede advies van de commissie ?

De gemachtigde van de minister heeft erop gewezen dat de vrederechter in ieder geval zal beschikken over het met redenen omklede advies van de commissie en over het met redenen omklede medisch en sociaal dossier van de betrokkene, waaruit zal blijken dat deze kort tevoren een psychiatrisch deskundigenonderzoek heeft ondergaan. Het spreekt vanzelf dat, om het beginsel van hoor en wederhoor in acht te nemen, de geïnterneerde veroordeelde en zijn advocaat vanaf dat ogenblik inzage moeten kunnen nemen van hetzelfde dossier.

De bepaling dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 33

1. Volgens de gemachtigde van de minister heeft die bepaling enerzijds betrekking op personen die strafrechtelijk veroordeeld worden en vervolgens, wegens het plegen van nieuwe strafbare feiten, geïnterneerd worden en anderzijds op personen die geïnterneerd worden en daarna nieuwe strafbare feiten plegen en verantwoordelijk worden geacht voor hun daden en dus veroordeeld worden tot een vrijheidsstraf.

De bewoordingen van die bepaling zijn niet duidelijk en lijken alleen betrekking te hebben op personen die aanvankelijk strafrechtelijk veroordeeld zijn en vervolgens geïnterneerd worden omdat ze nieuwe strafbare feiten hebben gepleegd.

Paragraaf 1 moet op dat punt worden herzien.

2. Krachtens paragraaf 1, tweede lid, valt de persoon die veroordeeld is tot een vrijheidsstraf en tegen wie tegelijk een beslissing tot internering wordt uitgevaardigd "uitsluitend onder het statuut van de geïnterneerde".

Volgens paragraaf 2 is invrijheidstelling onder voorwaarden of definitieve invrijheidstelling van een geïnterneerde veroordeelde echter alleen mogelijk als de

.../...

geïnterneerde niet alleen aan de voorwaarden van die twee soorten van invrijheidstelling voldoet, maar ook aan "de voorwaarden (...) van artikel 2, 1° en 3° van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling".

Is het dan wel juist ervan uit te gaan dat die veroordeelde "uitsluitend onder het statuut van de geïnterneerde" valt ?

Gelet op de uitleg van de gemachtigde van de minister wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te stellen :

"Gedurende zijn internering wordt de persoon bedoeld in het eerste lid uitsluitend aan het statuut van geïnterneerde onderworpen."

3. De gemachtigde van de minister heeft de strekking van die bepaling toegelicht aan de hand van het volgende voorbeeld :

Iemand wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf van negen jaar. Een jaar na die veroordeling mag hij de gevangenis voor korte tijd verlaten en begaat hij opnieuw een strafbaar feit. Deze keer besluit justitie betrokkene te internen, want hij lijdt aan een geestesstoornis die zijn onderscheidingsvermogen sterk heeft vertroebeld.

Betrokkene wordt drie jaar geïnterneerd en na die periode wordt hij onder voorwaarden in vrijheid gesteld in de zin van artikel 20 van het voorontwerp.

Het eerste jaar in de gevangenis en de drie jaar internering komen in aanmerking voor de berekening van de gevangenisstraf. Van de negen jaar gevangenisstraf heeft betrokkene dus al vier jaar uitgezeten.

De periode waarin betrokkene onder voorwaarden in vrijheid wordt gesteld telt daarentegen niet mee voor de berekening van de duur van de gevangenisstraf, zoals in paragraaf 2, tweede lid, wordt aangegeven.

Na negen jaar verleent de commissie aan betrokkene de definitieve invrijheidstelling, genoemd in artikel 24 van het voorontwerp. Dat houdt in dat de periode van invrijheidstelling onder voorwaarden ongeveer zes jaar heeft geduurd.

Aangezien die zes jaar in principe niet meetellen voor de berekening van de duur van de gevangenisstraf, zou betrokkene weer naar de gevangenis moeten om zijn vrijheidsstraf, namelijk de resterende vijf

.../...

jaar, uit te zitten of zou hij in aanmerking moeten worden genomen voor voorwaardelijke invrijheidstelling.

Die regel wordt evenwel in paragraaf 4 afgezwakt wanneer de duur van de invrijheidstelling onder voorwaarden langer is dan de duur van de nog uit te zitten gevangenisstraf. In dat geval wordt de vrijheidsstraf geacht te zijn ondergaan.

In het aangehaalde voorbeeld zal betrokkene niet meer naar de gevangenis terug hoeven te keren om de rest van zijn vrijheidsstraf uit te zitten.

Een dergelijk voorbeeld zou in de bespreking van die bepaling moeten worden overgenomen.

4. Volgens paragraaf 3 is de beslissing van de commissie om een geïnterneerde definitief in vrijheid te stellen niet direct uitvoerbaar. De commissie ⁽²⁴⁾ moet het dossier immers onderzoeken uit het oogpunt van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Daarbij stelt de commissie de voorwaarden vast die aan die voorwaardelijke invrijheidstelling zijn verbonden.

De Raad van State vestigt echter de aandacht op het volgende geval :

Als de definitief in vrijheid gestelde geïnterneerde strafbare feiten van seksuele aard heeft begaan in de zin van de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek, dan betekent zijn definitieve invrijheidstelling dat de commissie op basis van artikel 24 van het voorontwerp heeft geoordeeld dat de geestesstoornis waaraan hij leed voldoende verbeterd is en dat redelijkerwijze mag worden gesteld dat hij geen nieuwe strafbare feiten meer zal begaan wegens die geestesstoornis. De definitieve invrijheidstelling houdt dus in dat hij geen medische behandeling of begeleiding meer nodig heeft, gelet op de verbetering van zijn geestestoestand.

⁽²⁴⁾ Voor de samenstelling van die commissie wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 5 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke" (advies 33.980/2 van heden).

Wanneer zijn dossier echter onderzocht wordt in het kader van een voorwaardelijke invrijheidstelling, bepaalt artikel 4, § 5, derde lid, van de genoemde wet van 5 maart 1998 dat de commissie de voorwaardelijke invrijheidstelling alleen mag toekennen op voorwaarde dat betrokkene begeleid of behandeld wordt in een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of behandeling van seksuele delinquenten.

In een dergelijk geval is de beslissing tot definitieve invrijheidstelling in de zin van artikel 24 van het voorontwerp in tegenspraak met de medische of therapeutische follow-up die bij voorwaardelijke invrijheidstelling als vereiste wordt gesteld.

De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat die tegenstrijdigheid weggewerkt moet worden.

5. In deze bepaling wordt niets gezegd over de uitoefening van de rechten van verdediging van de geïnterneerde veroordeelde wanneer de commissie een uitspraak doet over invrijheidstelling onder voorwaarden of over definitieve invrijheidstelling, of nog wanneer de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling uitspraak doet over voorwaardelijke invrijheidstelling die het gevolg is van definitieve invrijheidstelling in de zin van artikel 24 van het voorontwerp.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de bepaling wat dat betreft verduidelijkt moet worden.

Artikel 36

1. In de paragrafen 1 en 2 wordt verwezen naar artikel 30 van het voorontwerp, terwijl dat betrekking heeft op de slachtoffers. Eenvoudigheidshalve zou niet naar een specifieke bepaling van het voorontwerp verwezen moeten worden, maar gewoon geschreven "personen die krachtens deze wet geïnterneerd zijn in een inrichting tot bescherming van de maatschappij of in een afdeling tot bescherming van de maatschappij van een gevangenis".

2. In paragraaf 2 staat dat "de kosten voortvloeiend uit de therapeutische behandeling, uit de zorgen en uit de reïntegratie in de maatschappij van personen die (...) geïnterneerd (zijn) in een (...) psychiatrische dienst die geschikt is om de vereiste veiligheidsmaatregelen te treffen en de gepaste zorgen te verstrekken, (...) onder de voorwaarden bepaald door de Koning ten laste van de Staat (komen)".

De federale Staat moet weliswaar zulke kosten dragen die het gevolg zijn van de uitvoering van rechterlijke beslissingen, maar de Raad van State plaatst wel vraagtekens bij de voorwaarden voor de overname van die kosten die door de Koning worden bepaald. Zulk een machtiging zou de Koning immers in staat kunnen stellen de tegemoetkoming door de Staat te beperken tot een bepaald percentage, zodat de gemeenschappen en de gewesten het resterende deel moeten bijpassen.

In zulk een geval dient een samenwerkingsakkoord te worden uitgewerkt waarin dat aspect van de internering van delinquenten met geestesstoornissen wordt geregeld, zoals reeds is opgemerkt met betrekking tot artikel 14, § 2, van het voorontwerp.

Artikel 37

Deze bepaling brengt een aantal wijzigingen aan in verscheidene wetteksten.

Overeenkomstig de wetgevingstechniek⁽²⁵⁾ moet iedere wijziging, voorzover ze slaat op een andere wet, in een afzonderlijke bepaling worden opgenomen. Zo bijvoorbeeld moet artikel 37 van het voorontwerp gaan over de wijziging van artikel 71 van het Strafwetboek, artikel 38 van het voorontwerp over de wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikel 39 van het voorontwerp over de wijzigingen aangebracht in het Burgerlijk Wetboek en artikel 40 van het voorontwerp over de wijziging van de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging tussen Staten van de gevonnniste personen.

⁽²⁵⁾ Zie wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Bij de formulering van de inleidende zinnen moet rekening worden gehouden met de wijzigingen die die verschillende bepalingen hebben ondergaan en die nog gelden.

Artikel 38

(dat artikel 41 wordt)

In paragraaf 1 wordt artikel 488bis-A van het Burgerlijk Wetboek overgenomen. Wetgevingstechnisch gezien zou het dan ook beter zijn het begrip geïnterneerde rechtstreeks in die bepaling in te voegen.

De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat paragraaf 2 geen regelgevende kracht heeft en moet vervallen.

Artikel 40

(dat artikel 43 wordt)

Deze bepaling wijzigt het opschrift van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten, vervangen bij de wet van 1 juli 1964. Het zou beter zijn die bepaling in te voegen in hoofdstuk II van het voorontwerp waarin de wijzigingsbepalingen aan bod komen.

Bovendien wordt die wet luidens artikel 39 van het voorontwerp (dat artikel 42 wordt) opgeheven op hoofdstuk VII na. Het zou dan ook wenselijk zijn een nieuwe structuur te geven aan dat gedeelte van de wet en de nummering ervan aan te passen.

Artikel 41
(dat artikel 44 wordt)

De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat de bepaling die de inwerkingtreding regelt eenvoudiger moet worden gesteld. Het spreekt immers vanzelf dat het onderhavige ontwerp niet in werking kan treden voordat het tweede wetsontwerp, dat het eerste aanvult, in werking is getreden.

Bovendien steunt de ontworpen tekst ook op bepalingen van het ontwerp van wet "inzake de verscherping van de controle van veroordeelde gedetineerden die de gevangenis verlaten, inzake de verbetering van de positie van het slachtoffer wanneer de dader de gevangenis verlaat en inzake de optimalisering van de penitentiaire capaciteit".

Voorgesteld wordt derhalve de bepaling omtrent de inwerkingtreding zo te stellen dat de Koning gemachtigd wordt de datum van inwerkingtreding van het onderhavige wetsontwerp vast te stellen, en eventueel in een uiterste datum te voorzien.

Slotopmerking

De ontworpen wet bevat geen overgangsbepaling, ofschoon nieuwe procedures zullen worden toegepast voor het onderzoek van onder meer de interneringsdossiers.

Wat geschiedt met de lopende procedures en de procedures voor de overheveling van de dossiers van de commissies tot bescherming van de maatschappij naar de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelde gedetineerden en de opvolging van geïnterneerden ?

Het is wenselijk dat het voorontwerp aangevuld wordt met bepalingen die de overgang regelen van de vroegere naar de nieuwe regeling.

Vormopmerkingen

Sommige bepalingen van het voorontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan of opmerkingen gemaakt :

Titel II

Het opschrift van titel II zou moeten luiden als volgt : "Bevoegdheden van de commissies die oordelen over geïnterneerden".

Artikel 13

Het woord "zetelt" zou vervangen moeten worden door de woorden "houdt ... zitting". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het voorontwerp.

Aan het begin van de eerste volzin schrijve men dus : "Onverminderd de mogelijkheid ... op een plaats ... houdt de commissie ... gewoonlijk zitting ...".

Artikel 14

Aan het slot van paragraaf 3 schrijve men " ... in kracht van gewijsde is gegaan."

Artikel 17

In paragraaf 1 zou het woord "toelating" telkens vervangen moeten worden door het woord "toestemming".

Artikel 24

In de laatste zin van paragraaf 1 schrijve men "De beslissing wordt met redenen omkleed."

In paragraaf 4 schrijve men "(...) kan het eerst opnieuw worden ingediend (...)".

Artikel 26

In het derde lid schrijve men "Het beroep heeft schorsende werking."

Artikel 27

In paragraaf 1 schrijve men "kennisgeving" in plaats van "betekening".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame J. JAUMOTTE,
Mevrouw M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs J. van COMPERNOLLE,
de Heren B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame A.-C. VAN GEERSDAELE,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de Mevr. A.-F. BOLLY, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS